

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT
(AIAFD)**

**LI^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
26 mai 2025. Abidjan, Côte d'Ivoire**



DOCUMENTS

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE D'OUVERTURE.....	3
SESSION DE L'AGO	3
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA 51^E AGO.....	4
EXAMEN ET ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	6
COMPTE RENDU DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	7
RÉSOLUTIONS DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	16
NOTE D'INFORMATION.....	25
RAPPORTS FINANCIERS	38
État des cotisations au 16 mai 2025.....	39
Rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.....	43
RAPPORT ANNUEL 2024.....	45
NOUVELLES ADHÉSIONS À L' AIAFD	68
NOTE SUR LES ÉLECTIONS.....	71
DATE ET LIEU DE LA 52^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE.....	72
DIVERS.....	74
ANNEXES.....	75
Annexe 1 : Suivi des décisions prises lors de la 50 ^e Assemblée générale ordinaire	76
Annexe 2 : Résumé des activités de renforcement des capacités 2024	78
Annexe 3 : Rapport relatif à la 14 ^e Révision par les pairs conformément aux mécanismes NDPSE de l'AIAFD	79
Annexe 4 : Compte rendu de l'Atelier annuel 2024 de l'AIAFD tenu à Nairobi, au Kenya .	80
Annexe 5 : Rapport du Forum des DG des IFD africaines 2024 tenu à Ébene, à Maurice .	81

SÉANCE D'OUVERTURE

- **Déclarations liminaires : M. Cyril Okoye, Secrétaire général de l'AIAFD**
- **Remarques liminaires M. Lassina Fofana, directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI)**
- **Remarques d'ouverture : M. Thabo Thamane, président de l'AIAFD et directeur général de *Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA)*, Botswana**
- **Discours d'ouverture : M. Solomon Quaynor, vice-président du secteur privé, de l'infrastructure et l'industrialisation de la BAD**
- **Discours d'ouverture : Ministre du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire – à confirmer**

SESSION DE L'AGO

- **Adoption de l'ordre du jour**



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/1



ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA 51^E AGO

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT
DU DÉVELOPPEMENT
(AIAFD)**

LI^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

**26 mai 2025. De 14 h 30 à 17 h 00 (GMT). Abidjan, Côte d'Ivoire.
Tente Akwaba. Sofitel Hôtel Ivoire**

Ordre du jour provisoire

- | | |
|---|----------------------------|
| 1. Discours du président de l'AIAFD à l'Assemblée générale | |
| 2. Adoption de l'ordre du jour de la 51^e Assemblée générale ordinaire | AIAFD/2025/51/AGO/1 |
| 3. Examen et adoption du compte rendu et des résolutions de la 50^e Assemblée générale ordinaire | AIAFD/2025/51/AGO/2 |
| 4. Note d'information | AIAFD/2025/51/AGO/3 |
| 5. Rapports financiers | AIAFD/2025/51/AGO/4 |
| i. État des cotisations au 16 mai 2025 | |
| ii. Rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 | |
| 6. Rapport annuel 2024 | AIAFD/2025/51/AGO/5 |
| 7. Nouvelles adhésions à l'AIAFD | AIAFD/2025/51/AGO/6 |
| 8. Note sur les élections | AIAFD/2025/51/AGO/7 |
| 9. Date et lieu de la 52^e Assemblée générale ordinaire | AIAFD/2025/51/AGO/8 |
| 10. Divers | |



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/2



**EXAMEN ET ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 50^E ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE ORDINAIRE**



COMPTE RENDU DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

COMPTE RENDU DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE TENUE LE 27 MAI 2024 À NAIROBI, AU KENYA

PRÉSENCE

A. Conseil d'administration de l'AIAFD

1. Les membres suivants du Conseil d'administration ont participé à la réunion :

- M. Thabo Thamane, président
- Mme Patricia Ojangole, 1^{ère} vice-présidente
- M. Abdelouahab Boushaba, 2^e vice-président
- M. Dumisani J. Msibi, représentant pour l'Afrique australe
- M. Samuel Sarpong, représentant pour l'Afrique de l'Ouest
- M. Bertin Mudimu Tshisekedi, représentant pour l'Afrique centrale
- M. Nyabundege Franck, représentant suppléant pour l'Afrique de l'Est
- M. Cyril Okoye, secrétaire général de l'AIAFD, secrétaire de séance

B. Participants

2. Au total, 204 délégués représentant des institutions membres, des partenaires et des observateurs ont participé à la 50^e Assemblée générale ordinaire. Parmi les participants figuraient des directeurs généraux, des cadres supérieurs d'IFD, et des parties prenantes.

PREMIÈRE PARTIE : OUVERTURE

Allocution de bienvenue de M. George Kubai, directeur général d'*Agricultural Finance Corporation (AFC)*, Kenya

3. **M. George Kubai**, dans son allocution de bienvenue, a souligné que le thème de la 50^e Assemblée générale ordinaire – « Une feuille de route pratique pour l'accès des IFD africaines aux fonds verts » – mettait en évidence le rôle essentiel des pratiques durables dans le financement du développement. Il a souhaité la bienvenue aux délégués au Kenya et a espéré une collaboration fructueuse entre les IFD et les parties prenantes en vue d'un avenir durable pour les IFD africaines.

Discours d'ouverture de M. Thabo Thamane, président de l'AIAFD et directeur général de *Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA)*, Botswana

4. **M. Thabo Thamane** a remercié le gouvernement de la République du Kenya d'avoir accueilli les Assemblées annuelles et les délégués de leur présence. Il a évoqué les discussions fructueuses de l'Atelier annuel 2024 de l'AIAFD qui s'est tenu plus tôt dans la journée et l'importance de l'Assemblée générale de l'AIAFD pour passer en revue les activités de l'Association au cours de l'année écoulée et la positionner pour l'avenir. Il a réaffirmé que l'AIAFD joue un rôle essentiel dans la promotion de la coopération entre les IFD africaines, en tant que communauté unifiée engagée dans le financement du développement.

5. En outre, M. Thamane a mis en évidence les événements qui ont façonné l'environnement socio-économique de l'Afrique en 2023, notamment l'impact du changement climatique et des conflits géopolitiques, qui ont amplifié les attentes qui pèsent sur les IFD en matière de développement. Il a soutenu l'appel à réformer l'architecture financière mondiale et à la rendre plus favorable aux IFD africaines. De plus, il a insisté sur la nécessité d'actions délibérées de la part de la communauté internationale du développement et des gouvernements afin d'impliquer les IFD africaines dans la recherche de solutions pour développer le continent.

Remarques d'ouverture de M. Adama Mariko, secrétaire général du FICS et directeur exécutif adjoint chargé de la mobilisation, du partenariat et de la communication de l'AFD

6. **M. Adama Mariko** a exprimé sa gratitude pour avoir été invité à la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'Association. Il a salué l'appui du Secrétariat de l'AIAFD et de ses membres aux travaux

du FiCS. Il a noté que les PBD/IFD en Afrique ont contribué de manière significative au développement, en mobilisant environ 2,8 milliards de dollars, combinés aux contributions du secteur privé, pour un financement estimé à 15 milliards de dollars.

7. M. Mariko a souligné l'importance de la durabilité en tant que nouvelle norme en matière de financement, rappelant que si l'Afrique détient 20 % des ressources mondiales, elle contribue pour moins de 1 % au développement. Enfin, il a invité les IFD africaines au prochain sommet FiCS, provisoirement prévu en octobre 2024 en Asie.

Discours d'ouverture de M. Solomon Quaynor, vice-président du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation de la BAD, prononcé par M. David Ashiagbor, chargé de la stratégie du secteur financier à la BAD

8. M. David Ashiagbor a reconnu le rôle de l'AIAFD en tant que partenaire important de la BAD. Il a souligné l'importance de la collaboration et des partenariats pour stimuler la croissance et le développement sur le continent. À cet égard, la BAD a reconnu le rôle essentiel de l'AIAFD et de ses membres, ainsi que leurs objectifs et aspirations communs en matière de développement.

9. En outre, M. Ashiagbor a indiqué que la BAD intégrait stratégiquement les programmes de lutte contre le changement climatique ainsi que les besoins plus larges du secteur du développement dans le cadre de sa collaboration avec l'AIAFD et ses membres. Il a ajouté qu'un effort concerté a également été nécessaire pour examiner comment les IFD nationales peuvent être mises à contribution pour favoriser le développement des marchés de capitaux nationaux.

10. Pour terminer, il a déclaré que l'engagement constant à travailler ensemble témoigne de la vision commune du progrès et du rôle essentiel des alliances stratégiques dans la réalisation d'un développement durable sur le continent.

11. Allocution d'ouverture de l'Honorable Simon Chelugui, secrétaire de Cabinet chargé des coopératives et développement des MPME de la République du Kenya

12. L'honorable Chelugui, au nom du gouvernement kenyan, a souhaité une chaleureuse bienvenue aux délégués à la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD. Il a félicité l'AIAFD pour sa contribution en faveur de la coopération et de l'intégration économique en Afrique. Il a reconnu que l'Assemblée annuelle 2024 de l'Association était importante pour le partage d'idées et d'expériences en matière de financement vert.

13. Par ailleurs, il a souligné le potentiel de transformation des fonds verts pour modifier les économies des pays africains, en notant leur alignement sur la durabilité environnementale et la promotion d'une croissance économique inclusive tel que décrit dans l'objectif de développement durable n°8. Il a également indiqué que les institutions kenyanes de financement du développement – *Kenya Development Corporation (KDC)*, *Agricultural Finance Corporation (AFC)* et *Kenya Industrial Estates (KIE)* – étaient prêtes à investir dans le secteur vert.

14. L'Honorable Chelugui a salué le rôle de l'AIAFD dans le renforcement des capacités, le partage des connaissances et le plaidoyer en faveur des fonds verts. Il a encouragé la collaboration pour créer un pôle industriel vert et résilient en Afrique.

DEUXIÈME PARTIE II : LANCEMENT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'APPRENTISSAGE EN LIGNE (LMS) DE L'AIAFD

15. La plateforme LMS de l'AIAFD a été officiellement lancée par le président de l'AIAFD, M. Thabo Thamane, et M. Adama Mariko, secrétaire général de l'initiative Finance en commun (FiCS) et directeur exécutif adjoint de la mobilisation, du partenariat et de la communication de l'Agence française de développement (AFD), qui représentait l'AFD.

16. Lors du lancement de la plateforme LMS, M. Thabo Thamane a remercié l'AFD et son directeur général, M. Rémy Rioux, pour leur appui dans la réalisation de ce projet. Il a souligné que la plateforme LMS de l'AIAFD témoignait de l'engagement de l'Association à fournir un apprentissage et un développement constant pour le renforcement des capacités professionnelles, accessibles et abordables pour les institutions de financement du développement et les parties prenantes.

17. Pour sa part, M. Mariko a déclaré que la plateforme LMS de l'AIAFD, soutenue par l'AFD, a été conçue pour être un centre d'apprentissage continu. Elle propose divers cours et documents sur le financement du développement, les ODD et le financement de l'action climatique auxquels les membres et la communauté des IFD peuvent accéder partout dans le monde. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique entre l'AIAFD et l'AFD, qui vise à renforcer les compétences au sein du réseau des IFD. Enfin, il a encouragé les institutions à tirer pleinement profit de la plateforme pour développer les compétences de leurs professionnels.

TROISIÈME PARTIE : DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

QUORUM

18. L'Assemblée générale a enregistré la présence de 204 délégués à l'ouverture de sa réunion, confirmant que le quorum était atteint.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE (AIAFD/2024/50/AGO/1)

- | | | |
|----|---|---------------------|
| 1 | Discours du président de l'AIAFD à l'Assemblée générale | |
| 2 | Adoption de l'ordre du jour de la 50 ^e Assemblée générale ordinaire | AIAFD/2024/50/AGO/1 |
| 3 | Examen et adoption du compte rendu de la 49 ^e Assemblée générale ordinaire | AIAFD/2024/50/AGO/2 |
| 4 | Note d'information | AIAFD/2024/50/AGO/3 |
| 5 | Rapports financiers | AIAFD/2024/50/AGO/4 |
| | <i>i. Rapport financier du premier trimestre de 2024</i> | |
| | <i>ii. Rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023</i> | |
| 6 | Décision relative au renouvellement du mandat du commissaire aux comptes de l'AIAFD | AIAFD/2024/50/AGO/5 |
| 7 | Rapport annuel 2023 | AIAFD/2024/50/AGO/6 |
| 8 | Célébration du 50 ^e anniversaire de l'AIAFD | AIAFD/2024/50/AGO/7 |
| 9 | Nouvelles adhésions à l'AIAFD | AIAFD/2024/50/AGO/8 |
| 10 | Date et lieu de la 51 ^e Assemblée générale ordinaire | AIAFD/2024/50/AGO/9 |
| 11 | Divers | |

L'Assemblée générale a adopté l'ordre du jour de sa 50^e réunion ordinaire, tel que présenté.

EXAMEN ET ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 49^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE (AIAFD/2024/50/AGO/2)

19. Le **président** a parcouru le compte rendu et les résolutions de la 49^e Assemblée générale ordinaire avec les membres du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale a adopté le compte rendu et les résolutions de sa 49^e réunion ordinaire, tels que présentés.

NOTE D'INFORMATION ET RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (AIAFD/2023/49/AGO/3)

i. Note d'information

20. Le **président** a rendu compte à l'Assemblée générale des points essentiels suivants :

- a. Le président de l'AIAFD a effectué une visite de supervision au siège de l'Association à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 26 au 28 février 2024. La visite faisait partie des activités régulières de supervision du Secrétariat de l'AIAFD par le président de l'AIAFD et de ses engagements stratégiques avec les principales parties prenantes de l'Association en Côte d'Ivoire. Le président s'est également entretenu avec les institutions et les personnes suivantes au cours de sa visite : Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) ; BDO SA, le commissaire aux comptes de l'AIAFD ; M. Joseph Alfred Amihère, ancien secrétaire général de l'AIAFD. Il a également présidé la 111^e réunion du Conseil d'administration de l'AIAFD depuis le siège de l'AIAFD, le 28 février 2024.
- b. Les différentes activités prévues pour l'année sont mises en œuvre, y compris la communauté de pratiques de l'Association. À cet effet, le Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) de l'AIAFD s'est réuni le 28 novembre 2023. Il a également tenu une session interactive avec le Fonds vert pour le climat (FVC) le 25 mars 2024 afin de discuter des modalités de partenariat du FVC.
- c. Le Forum des DG des IFD africaines 2024 devrait se tenir du 4 au 6 novembre 2024 avec *Development Bank of Mauritius (DBM)* comme hôte de l'événement. Les membres ont été invités à réserver la date.
- d. Les changements suivants ont été enregistrés au sein de la direction générale des institutions membres depuis la dernière Assemblée générale ordinaire tenue le 22 mai 2023 :
 - *Bank of Industry (BOI)*, Nigeria : le nouveau directeur général est Dr. Olasupo Olusi ;
 - *Kenya Development Corporation (KDC)* : la nouvelle directrice générale est Mme Norah Ratemo ;
 - *Export Development Fund (EDF)*, Malawi : le nouveau directeur général est M. Fredrick Chanza ;
 - *Liberian Bank for Development and Investment (LBDI)* : le nouveau président/directeur général est M. Christian N. Allison ;
 - Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) : la nouvelle directrice générale est Mme Maryse Lokossou ;
 - Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), Maroc : le nouveau président du Directoire est M. Mohammed Fikrat ;
 - *Agricultural Development Bank (ADB) PLC*, Ghana : le nouveau directeur général est M. Alhassan Yakubu-Tali ;
 - Banque Nationale pour le Développement Économique (BNDE), Burundi : le nouveau directeur général est M. Pierre Mupira ;
 - Banque Maghrébine d'Investissement et de Commerce Extérieur (BMICE), Tunisie : le nouveau directeur général est M. Fauzi Musbah Abokhzam.

L'Assemblée générale a pris note de la note d'information.

ii. Rapport de la réunion du Conseil d'administration tenue le 26 mai 2024

21. Le Conseil d'administration de l'AIAFD s'est réuni le 26 mai 2024 à la salle Lenana Hall de Kenyatta International Conference Center (KICC) à Nairobi, au Kenya, et a délibéré sur diverses questions résumées ci-dessous :

A. Rapport financier et décision relative à la nomination du commissaire aux comptes de l'AIAFD

22. Les comptes audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été présentés au Conseil d'administration par le commissaire aux comptes BDO SA. Le Conseil d'administration a examiné le rapport financier, qui était également un point important de l'ordre du jour de l'Assemblée générale

ordinaire. Ainsi, les résolutions du Conseil d'administration sur les comptes ont été retenues pour examen après la présentation des comptes par le commissaire aux comptes à l'Assemblée générale.

23. **Rapport annuel 2023.** Le Conseil d'administration a pris note du rapport annuel 2023 et l'a approuvé pour ratification par l'Assemblée générale et publication.

B. Célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD

24. Le Conseil d'administration a décidé de célébrer ce 50^e anniversaire lors de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD prévue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en 2025. Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 28 février 2024, a formé le sous-comité ci-dessous pour appuyer la préparation du 50^e anniversaire de l'AIAFD.

Nom, poste, institution	Poste au sein du Conseil d'administration de l'AIAFD	Poste au sein du sous-comité
M. Abdelouahab Boushaba Directeur général adjoint, Tamwil El Fellah (TEF) / Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), Maroc	2 ^e vice-président	Président
M. Dumisani Msibi Directeur général, Eswatini Development Finance Corporation (FINCORP), Eswatini	Représentant pour l'Afrique australe	Membre
M. Samuel Sarpong Directeur général, National Investment Bank (NIB) Ghana	Représentant pour l'Afrique de l'Ouest	Membre

25. Les membres de l'AIAFD en Côte d'Ivoire – la BNI Côte d'Ivoire et la CDC-CI – sont également membres du sous-comité.

26. Les institutions membres sont appelées à appuyer l'exécution des programmes relatifs à la célébration de l'anniversaire.

C. Postes vacants au sein du Conseil d'administration de l'AIAFD

27. Les postes de suppléant pour l'Afrique centrale et de représentant des membres spéciaux et d'honneur étaient vacants au sein du Conseil d'administration de l'AIAFD. Le Conseil d'administration a examiné les manifestations d'intérêt reçues par le Secrétariat pour les postes à pourvoir et décidé de recommander à l'Assemblée générale de valider les personnes suivantes en tant qu'élues à leur poste respectif :

REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX

Afrique centrale

Suppléant : M. Pierre Mupira (Administrateur directeur général, BNDE, Burundi)

REPRÉSENTANTS DES MEMBRES SPÉCIAUX ET D'HONNEUR

Suppléante : Afreximbank, Égypte – manifestation d'intérêt de principe.

28. Le Conseil d'administration a été informé du départ à la retraite du représentant régional pour l'Afrique de l'Est, Dr. Parmain Ole Narikae, de *Kenya Industrial Estates (KIE)*. Par ailleurs, *Kenya Development Corporation (KDC)* a manifesté auprès du Secrétariat son intérêt de faire intégrer Mme Norah Ratemo, directrice générale de KDC, au sein du Conseil d'administration.

29. Conformément à la Constitution de l'AIAFD, l'ancien représentant suppléant pour l'Afrique de l'Est, M. Frank Nyabundege, directeur général de *Tanzania Agricultural Development Bank (TADB)*, a été promu au poste de représentant régional. Mme Norah Ratemo, directrice générale de *Kenya Development Corporation (KDC)*, a été recommandée comme représentante suppléante pour l'Afrique de l'Est.

30. Dr. Olasupo Olusi, ancien représentant suppléant pour l'Afrique de l'Ouest et directeur général de *Bank of Industry (BOI) Ltd*, Nigeria, a été promu représentant pour l'Afrique de l'Ouest. L'Assemblée générale a été invitée à prendre note de ces changements et à ratifier la proposition du Conseil d'administration de pourvoir les postes vacants mentionnés.

D. Rapport d'étape sur l'obtention des titres de propriété des terrains abritant le siège de l'AIAFD

31. Le Conseil d'administration a pris note des progrès réalisés par le Secrétariat dans l'obtention des titres de propriété des terrains abritant le siège de l'AIAFD. Il a exhorté le Secrétariat à suivre de près le processus auprès des autorités compétentes pour classer ce dossier.

L'Assemblée générale a pris note du rapport du Conseil d'administration et a ratifié ses recommandations.

RAPPORTS FINANCIERS (AIAFD/2023/49/AGO/4)

i. Rapport financier pour le premier trimestre de 2024

32. **M. Ouattara** a fait état d'une période financière stable, les revenus dépassant les dépenses au premier trimestre de 2024. Cette stabilité est conforme aux projections financières pour l'année. L'Association a réalisé 28 % des revenus prévus. En outre, les dépenses pour le trimestre se sont élevées à 163 176 € et sont restées dans les limites du budget de 2024.

33. **Le président** a reconnu la tendance des revenus et a noté que le premier trimestre commence généralement lentement, mais qu'il est suivi d'une augmentation des revenus au cours des trimestres suivants. Enfin, il a invité l'Assemblée générale à faire part de ses commentaires sur le rapport financier du premier trimestre de 2024.

Délibérations

34. Aucun commentaire n'a été fait sur le rapport financier du premier trimestre de 2024.

L'Assemblée générale a adopté le rapport financier du premier trimestre de 2024, tel que présenté.

ii. Rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

35. **Le président** a invité le commissaire aux comptes de l'AIAFD à présenter le rapport d'audit des comptes de l'Association pour la période close le 31 décembre 2023.

36. **M. Mathias Camara de BDO SA, commissaire aux comptes de l'AIAFD**, a présenté le rapport d'audit des comptes de l'Association pour la période close le 31 décembre 2023. Il a indiqué que le rapport couvrait l'état de la situation financière, le compte de résultat, l'état des flux de trésorerie des comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, et les notes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

37. Selon le commissaire aux comptes, les états financiers présentaient fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Association des institutions africaines de financement du développement au 31 décembre 2023, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année. Dans l'ensemble, le flux de trésorerie à la fin de 2023 était encourageant, avec une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente (de 356 942 € à 371 206 €).

Délibérations

38. Aucun commentaire n'a été fait sur le rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

39. **Le président** a souligné que les comptes ont été présentés au Conseil d'administration, qui les a examinés et adoptés.

L'Assemblée générale a approuvé le rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, tel que présenté.

DÉCISION RELATIVE AU RENOUVÈLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'AIAFD (AIAFD/2024/50/OGA/5)

40. **Le président** a rappelé que le Conseil d'administration s'est réuni le 26 mai 2024 et a discuté du renouvellement du mandat de BDO SA, commissaire aux comptes de l'AIAFD. Le Conseil d'administration a examiné les performances de BDO et les règles régissant le renouvellement des commissaires aux comptes dans le pays hôte de l'Association. Sur la base des conditions de renouvellement du mandat du commissaire aux comptes, il a décidé de renouveler son mandat pour une durée de trois ans avec un changement d'associé. Le renouvellement n'entraîne pas d'augmentation des frais d'audit, et l'Assemblée générale sera informée de tout changement.

L'Assemblée générale a ratifié le renouvellement du mandat du commissaire aux comptes de l'AIAFD, BDO SA, pour trois ans à partir de 2025.

RAPPORT ANNUEL 2023 (AIAFD/2024/50/AGO/6)

41. **Le président** a déclaré que le rapport annuel de 2023 de l'AIAFD était un rapport régulier sur les activités de l'Association. Il a donc invité l'Assemblée générale à le ratifier et à en autoriser la publication.

L'Assemblée générale a ratifié le Rapport annuel 2023 de l'AIAFD et autorisé sa publication.

CÉLÉBRATION DU 50^E ANNIVERSAIRE DE L'AIAFD (AIAFD/2024/50/OGA/7)

42. **Le président** a rappelé que le 50^e anniversaire de l'Association, prévu pour mai 2025, serait un événement important pour célébrer les réalisations de l'AIAFD, réfléchir à son histoire et envisager son avenir. L'événement devrait se tenir lors de l'Assemblée annuelle 2025 de l'Association à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en marge des Assemblées annuelles 2025 de la BAD.

43. Par conséquent, pour faciliter la préparation de l'événement, le Conseil d'administration de l'AIAFD a formé un sous-comité lors de sa réunion du 28 février 2024. Le sous-comité est présidé par M. Abdelouahab Boushaba, 2^e vice-président de l'AIAFD, avec M. Dumisani Msibi et M. Samuel Sarpong comme membres. Les membres de l'AIAFD en Côte d'Ivoire – la BNI Côte d'Ivoire et la CDC-CI – sont également membres du sous-comité.

44. Le président a appelé tous les membres et partenaires de l'AIAFD à appuyer l'Association pour rendre la commémoration de ses 50 ans mémorable.

L'Assemblée générale a approuvé la célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD en 2025 lors de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD. Elle a également approuvé l'appel lancé aux membres et aux partenaires pour appuyer le Secrétariat de l'AIAFD en vue d'assurer la réussite de l'événement et de le rendre mémorable.

NOUVELLES ADHÉSIONS À L'AIAFD (AIAFD/2024/50/AGO/8)

45. Les deux institutions ci-dessous ont achevé le processus d'adhésion à l'AIAFD et l'Assemblée générale a ratifié leur adhésion.

#	Institution	Date de création	Mandat
1.	National Development Bank (NDB), Botswana	1963	La banque fournit une large gamme de services aux entreprises et au public dans les secteurs suivants : agriculture, commerce, industrie, immobilier et développement humain.
2.	Industrial Development Corporation of Zimbabwe (IDCZ)	2005	Créer et gérer de nouvelles industries et entreprises industrielles.

46. **Le président** a remis les certificats d'adhésion à l'AIAFD à Mme Ogone Madisa, directrice générale de *National Development Bank (NDB)* Botswana, et à M. Eward Tome, directeur général d'*Industrial Development Corporation of Zimbabwe (IDCZ)*.

L'Assemblée générale a ratifié les nouvelles adhésions à l'AIAFD.

DATE ET LIEU DE LA 51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE (AIAFD/2024/50/AGO/9)

47. **Le président** a rappelé que l'Assemblée générale avait décidé, lors de sa 44^e réunion ordinaire, de continuer à tenir les réunions de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD au même endroit que les Assemblées annuelles de la BAD. Il a donc invité l'Assemblée générale à approuver la tenue de sa 51^e réunion ordinaire au même endroit que les Assemblées annuelles de la BAD en 2025, en Côte d'Ivoire. Le Conseil d'administration communiquera la date et le lieu de la réunion en temps utile.

L'Assemblée générale a décidé de tenir sa 51^e réunion ordinaire en Côte d'Ivoire, en marge des Assemblées annuelles de la BAD en 2025.

CLÔTURE DE LA RÉUNION

48. **Le président** a remercié les membres de l'Assemblée générale d'avoir participé activement aux délibérations de la réunion. Il a apprécié l'appui indéfectible des membres du Conseil d'administration et leur engagement à réaliser les idéaux de l'Association. Il a rappelé les activités restantes de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD prévue pour le 28 mai 2024, à savoir la visite de plaidoyer auprès des représentants du gouvernement kenyan et le déjeuner et la cérémonie de remise des prix de l'AIAFD.

La 50^e Assemblée générale ordinaire a pris fin à 17 h 00 (GMT+3).



RÉSOLUTIONS DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT
(AIAFD)**



**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CINQUANTIÈME
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
TENUE LE 27 MAI 2024,
À KENYATTA INTERNATIONAL CONFERENCE CENTER (KICC)
À NAIROBI, AU KENYA**

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT**

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CINQUANTIÈME
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
TENUE LE 27 MAI 2024,
À KENYATTA INTERNATIONAL CONFERENCE CENTER (KICC)
À NAIROBI, AU KENYA**

RÉSOLUTION 01-24

CONCERNANT l'examen et l'adoption du compte rendu de la 49^e Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 22 mai 2023 à Sharm El-Sheikh International Congress Center (SSHCC) à Charm El-Cheikh, en Égypte ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

CONSIDÉRANT le compte rendu de la 49^e Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 22 mai 2023 à Sharm El-Sheikh International Congress Center (SSHCC) à Charm El-Cheikh, en Égypte ;

DÉCIDE d'adopter ledit Compte rendu pour les besoins des rapports officiels.

RÉSOLUTION 02-24

CONCERNANT le Rapport du Conseil d'administration à la suite de la réunion qu'il a tenue la veille de la 50^e Assemblée générale ordinaire ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

VU le chapitre IV, article 8, paragraphe 6 (a) des Statuts de l'Association des institutions africaines de financement du développement ;

CONSIDÉRANT le Rapport du Conseil d'administration à la suite de la réunion qu'il a tenue la veille de la 50^e Assemblée générale ordinaire ;

NOTANT avec satisfaction le Rapport du Conseil d'administration à la suite de la réunion qu'il a tenue la veille de la 50^e Assemblée générale ordinaire ;

RATIFIE les élévations et nominations des directeurs généraux ci-dessous recommandées par le Conseil d'administration pour pourvoir les postes vacants de représentants régionaux et suppléants pour l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, et l'Afrique de l'Ouest ;

Représentants régionaux

i. Afrique de l'Est

Représentant :

*M. Frank Nyabundege Mugeta, directeur général,
Tanzania Agricultural Development Bank (TADB),
Tanzanie (Élévation)*

Suppléante :

*Mme Norah Ratemo, directrice générale, Kenya
Development Corporation (KDC) (Nomination)*

ii. Afrique de l'Ouest

Représentant : Dr. Olasupo Olusi, directeur général, Bank of Industry (BOI) Nigeria (Élévation)

iii. Afrique centrale

Suppléant : M. Pierre Mupira, Administrateur directeur général, Banque Nationale pour le Développement Économique (BNDE), Burundi (Nomination)

Représentants des membres spéciaux et d'honneur

Suppléante : Banque africaine d'import-export (Afreximbank), Égypte – manifestation d'intérêt de principe

PREND NOTE de la composition du nouveau Conseil d'administration comme suit :

BUREAU

Président : M. Thabo Thamane (CEDA, Botswana)

1^{ère} vice-présidente : Mme Patricia Ojangole (UDBL, Ouganda)

2^e vice-président : M. Abdelouahab Boushaba (TEF, Maroc)

REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX

Afrique australe

Représentant : M. Dumisani Msibi (FINCORP, Eswatini)

Suppléante : Mme Boitumelo Mosako (DBSA, Afrique du Sud)

Afrique centrale

Représentant : M. Bertin Mudimu Tshisekedi (FPI, R.D. Congo)

Suppléant : M. Pierre Mupira (BNDE, Burundi)

Afrique de l'Est

Représentant : M. Nyabundege Frank Mugeta (TADB, Tanzanie)

Suppléante : Mme Norah Ratemo (KDC, Kenya)

Afrique du Nord

Représentante : Mme Houda Ammar Attaya (STB, Tunisie)

Suppléante : Mme Mariem Dkhil (GCAM, Maroc)

Afrique de l'Ouest

Représentant : Dr. Olasupo Olusi (BOI, Nigeria)

Suppléant : Vacant

REPRÉSENTANTS DES MEMBRES SPÉCIAUX ET D'HONNEUR

Représentant : Dr. Anthony Ehimare (BIDC, Togo)

Suppléante : Afreximbank, Égypte – manifestation d'intérêt de principe

RÉSOLUTION 03-24

CONCERNANT les Rapports financiers ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

DÉLIBÉRANT selon les règles de quorum et de majorité applicables aux Assemblées générales ordinaires de l'AIAFD ;

CONSIDÉRANT le rapport de gestion de l'AIAFD pour l'exercice de 2023, décrivant le rapport financier pour le premier trimestre de 2024 et le rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;

ADOpte le rapport financier pour le premier trimestre de 2024, tel que présenté ;

APPROUVE le rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, tel que présenté et certifié par le commissaire aux comptes ; et

DÉCIDE à l'unanimité de donner au Conseil d'administration, au Secrétariat général, et au commissaire aux comptes quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

RÉSOLUTION 04-24

CONCERNANT la décision relative au renouvellement du mandat du commissaire aux comptes de l'AIAFD ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

VU le chapitre 13, article 13.1-2, et le chapitre 14, article 14.1 ;

CONSIDÉRANT le rapport du Conseil d'administration présenté à l'Assemblée générale, selon lequel le commissaire aux comptes BDO SA (Côte d'Ivoire) a achevé avec succès son mandat pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT la Résolution 05-12 de l'Assemblée générale concernant le renouvellement du mandat du commissaire aux comptes de l'Association ;

RATIFIE le renouvellement du mandat du commissaire aux comptes de l'AIAFD, BDO SA, pour trois ans à compter de 2025.

RÉSOLUTION 05-24

CONCERNANT le Rapport annuel sur les activités mises en œuvre par l'Association du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

VU le chapitre IV, article 8, paragraphe 6 (a) des Statuts de l'Association des institutions africaines de financement du développement ;

CONSIDÉRANT le rapport annuel sur les activités mises en œuvre par l'Association du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 ;

AYANT NOTÉ avec satisfaction du rapport annuel sur les activités mises en œuvre par l'Association du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 ;

RATIFIE par la présente le Rapport annuel des activités mises en œuvre par l'Association du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 ; et

AUTORISE sa publication.

RÉSOLUTION 06-24

Concernant la célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

CONSIDÉRANT que mai 2025 marquera le 50^e anniversaire de l'AIAFD ;

SACHANT que le 50^e anniversaire de l'AIAFD serait un événement important pour célébrer les réalisations de l'Association, réfléchir à son histoire et envisager son avenir ;

AYANT NOTÉ que l'Assemblée annuelle 2025 de l'Association se tiendra à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en marge des Assemblées annuelles 2025 de la BAD ;

APPROUVE la célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD en 2025 lors de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD ; et

APPROUVE l'appel lancé aux membres et aux partenaires pour appuyer le Secrétariat de l'AIAFD en vue d'assurer la réussite de l'événement et de le rendre mémorable.

RÉSOLUTION 07-24

CONCERNANT les nouvelles adhésions à l'AIAFD ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

CONSIDÉRANT les nouvelles adhésions à l'AIAFD ;

AYANT NOTÉ avec satisfaction que les deux institutions énumérées ci-dessous avaient finalisé leur adhésion à l'AIAFD :

1. National Development Bank (NDB), Botswana ; et
2. Industrial Development Corporation of Zimbabwe (IDCZ)

RATIFIE lesdites institutions comme nouveaux membres de l'AIAFD.

RÉSOLUTION 08-24

EXPRIMANT les remerciements de l'Association des institutions africaines de financement du développement au gouvernement de la République du Kenya à la suite de la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD qui s'est tenue le 27 mai 2024 à Nairobi, au Kenya ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

CONSIDÉRANT les équipements impressionnants et de qualité fournis pour la tenue réussie de sa 50^e réunion ordinaire ;

TRÈS RECONNAISSANTE de l'atmosphère de sécurité et l'hospitalité généreuse que lui a réservé le gouvernement de la République du Kenya ;

EXPRIME ses sincères remerciements et sa reconnaissance au gouvernement et au peuple de la République du Kenya pour toutes les expressions et tous les gestes d'amitié dont elle a bénéficié ;

DEMANDE RESPECTUEUSEMENT à l'Honorable Simon Chelugui, secrétaire de Cabinet chargé des coopératives et du développement des PME de la République du Kenya, de transmettre à Son Excellence William Ruto, président de la République du Kenya, ses sincères remerciements pour l'accueil chaleureux, l'hospitalité généreuse et le grand appui dont elle a eu le privilège de bénéficier dans le pays, signe de l'engagement inébranlable du gouvernement et du peuple kenyan à la coopération intra-africaine et la solidarité internationale.

RÉSOLUTION 09-24

EXPRIMANT les remerciements de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) au président, au vice-président en charge de l'électricité, de l'énergie, du climat et de la croissance verte , au vice-président chargé du secteur privé, de l'infrastructure et de l'industrialisation, à la Direction et au directeur du Département du développement du secteur financier (PIFD) de la Banque africaine de développement (BAD) pour leur participation à sa 50^e Assemblée générale ordinaire tenue le 27 mai 2024 à Nairobi, au Kenya ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

CONSIDÉRANT la participation et la coopération actives de la Banque africaine de développement qui ont contribué au bon déroulement de l'Assemblée annuelle 2024 de l'Association ;

NOTANT avec satisfaction la présence de professeur Anthony Nyong, directeur du changement climatique et de la croissance verte à la BAD, représentant Dr. Kevin K. Kariuki, vice-président en charge de l'électricité, de l'énergie, du climat et de la croissance verte à la BAD, qui a prononcé un discours d'orientation à l'ouverture de l'Atelier annuel 2024 de l'AIAFD ; la présence de M. David Ashiagbor, responsable de la stratégie du secteur financier à la BAD, représentant M. Solomon Quaynor, vice-président chargé du secteur privé, de l'infrastructure, et de l'industrialisation, qui a prononcé le discours d'ouverture de la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'Association ; et la contribution du département du développement du secteur financier de la BAD, représenté par M. David Ashiagbor, représentant M. Ahmed Attout, directeur du département du développement du secteur financier de la BAD, lors du panel de discussion de l'Atelier annuel 2024 de l'AIAFD, contribuant ainsi à l'organisation réussie dudit atelier ;

EXPRIME ses sincères remerciements et sa reconnaissance au président et à la direction de la Banque africaine de développement pour l'appui considérable de la BAD dont l'Association a eu le privilège de bénéficier, preuve de l'engagement indéfectible de la BAD au renforcement des IFD africaines.

RÉSOLUTION 10-24

EXPRIMANT les remerciements de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) au directeur général et à la Direction de l'Agence française de développement (AFD) pour avoir participé à la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD tenue le 27 mai 2024, à Nairobi, au Kenya ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

CONSIDÉRANT que M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD), a accepté son invitation à participer à la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD et prononcer un discours à l'ouverture de la réunion ; et

NOTANT avec satisfaction la désignation de M. Adama Mariko, secrétaire général de l'initiative Finance en commun et directeur exécutif adjoint chargé de la mobilisation, du partenariat et de la communication de l'Agence française de développement (AFD), pour représenter l'Agence française de développement (AFD), et intervenir à l'ouverture de la 112^e réunion du Conseil d'administration et la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'Association ;

EXPRIME ses sincères remerciements au directeur général et à la Direction de l'Agence française de développement (AFD) pour leur contribution au succès de l'Assemblée annuelle 2024 de l'AIAFD, ainsi que sa reconnaissance au personnel de l'AFD pour leur collaboration souple avec l'Association, signe de l'engagement de l'AFD au renforcement des IFD africaines.

RÉSOLUTION 11-24

EXPRIMANT les remerciements de l'Association des institutions africaines de financement du développement au Conseil d'administration, à la direction, et au personnel de *Kenya Development Corporation (KDC)*, à la suite de la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD qui s'est tenue le 27 mai 2024 à Nairobi, au Kenya.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

TRÈS RECONNAISSANTE de l'accueil chaleureux et fraternel, de même que de l'hospitalité généreuse que lui ont réservés le Conseil d'administration, la direction, et le personnel de *Kenya Development Corporation (KDC)* ;

EXPRIME ses sincères remerciements au Conseil d'administration, à la direction, et au personnel de *Kenya Development Corporation (KDC)* pour toutes les expressions d'amitié et de fraternité africaines qui lui ont été témoignées ;

ESPÈRE que la coopération active qui a caractérisé la co-organisation de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD 2024 au Kenya se renforcera davantage dans les années à venir.

RÉSOLUTION 12-24

EXPRIMANT les remerciements de l'Association des institutions africaines de financement du développement au Conseil d'administration, à la direction, et au personnel d'*Agricultural Finance Corporation (AFC)*, Kenya, à la suite de la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD qui s'est tenue le 27 mai 2024 à Nairobi, au Kenya.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

TRÈS RECONNAISSANTE de l'accueil chaleureux et fraternel, de même que de l'hospitalité généreuse que lui ont réservée le Conseil d'administration, la direction, et le personnel d'*Agricultural Finance Corporation (AFC)* ;

EXPRIME ses sincères remerciements au Conseil d'administration, à la direction, et au personnel d'*Agricultural Finance Corporation (AFC)*, Kenya, pour toutes les expressions d'amitié et de fraternité africaines qui lui ont été témoignées ; et

ESPÈRE que la coopération active qui a caractérisé la co-organisation de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD 2024 au Kenya se renforcera davantage dans les années à venir.

RÉSOLUTION 13-24

EXPRIMANT les remerciements de l'Association des institutions africaines de financement du développement au Conseil d'administration, à la direction, et au personnel de *Kenya Industrial Estates (KIE)*, à la suite de la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD qui s'est tenue le 27 mai 2024 à Nairobi, au Kenya.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

TRÈS RECONNAISSANTE de l'accueil chaleureux et fraternel, de même que de l'hospitalité généreuse que lui ont réservée le Conseil d'administration, la direction, et le personnel de *Kenya Industrial Estates (KIE)* ;

EXPRIME ses sincères remerciements au Conseil d'administration, à la direction, et au personnel de *Kenya Industrial Estates (KIE)* pour toutes les expressions d'amitié et de fraternité africaines qui lui ont été témoignées ; et

ESPÈRE que la coopération active qui a caractérisé la co-organisation de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD 2024 au Kenya se renforcera davantage dans les années à venir.

RÉSOLUTION 14-24

CONCERNANT la date et le lieu de la 51^e Assemblée générale ordinaire de l'AIAFD ;

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ;

VU l'article IV, les sections 1 et 2 du Règlement intérieur de l'Association des institutions africaines de financement du développement ;

DÉCIDE de tenir sa 51^e Assemblée générale ordinaire en présentiel en Côte d'Ivoire, au même endroit que les Assemblées annuelles de la BAD en 2025 ; et

AUTORISE le Conseil d'administration à déterminer la date et le lieu précis de la réunion et les communiquer aux membres de l'AIAFD.



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/3



NOTE D'INFORMATION

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT
(AIAFD)**

CONFIDENTIEL

POUR EXAMEN

AIAFD/2025/51/AGO/3

16 mai 2024

Original : Anglais

MEMORADUM

À la : 51^e Assemblée générale ordinaire

Du : Conseil d'administration

Objet : Note d'information

NOTE D'INFORMATION

S/N	Activités	Note d'information	Résultats
Résultats de l'Atelier annuel 2024 tenu à Nairobi, au Kenya, le 27 mai 2024 Thème : « Une feuille de route pratique pour l'accès des IFD africaines aux fonds verts »			
1.	Introduction L'Atelier annuel 2024 de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) s'est tenu sur le thème « Une feuille de route pratique pour l'accès des IFD africaines aux fonds verts » le 27 mai 2024, de 8 h 30 à 12 h 30 à Kenyatta International Conference Center (KICC), à Nairobi, au Kenya. Objectifs Les principaux objectifs de l'annuel 2024 de l'AIAFD étaient de renforcer le rôle des institutions africaines de financement du développement dans la mobilisation des fonds verts, d'actualiser leurs connaissances des processus d'accès aux fonds verts, et d'encourager l'apprentissage par les pairs et le partage d'expériences. L'Atelier a également examiné les moyens de rendre les fonds verts plus accessibles, de promouvoir une croissance économique durable et équitable et d'encourager des partenariats et des collaborations solides en faveur du développement durable. Plus de 200 délégués en provenance de 32 pays ont participé au programme. Conclusions et recommandations		- Le Secrétariat a mené une enquête pour évaluer la situation et l'état de préparation des IFD africaines en matière de contribution à la lutte contre le changement climatique. Les résultats de l'enquête ont été présentés lors du Forum des DG 2024 qui s'est tenu à Maurice. - Le Groupe de travail sur le changement climatique a pour mandat de soutenir le développement des compétences et le renforcement des capacités en matière de lutte contre le changement climatique, Le Groupe encourage également l'apprentissage entre pairs. - Le Secrétariat continuera d'aligner ses programmes et ses activités sur ceux des parties prenantes et des partenaires qui promeuvent les programmes de lutte contre le changement climatique, et à porter ses programmes à la connaissance des IFD membres de l'AIAFD.

Un consensus s'est dégagé sur le fait que les IFD africaines, en particulier les IFD nationales, ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des programmes de lutte contre le changement climatique. Toutefois, le manque de capacités et d'accès aux fonds verts sont des défis majeurs qui entravent les progrès de la plus part des IFD. Moins de 2 % des IFD nationales ont accès aux fonds verts. Par conséquent, pour faciliter la contribution des IFD africaines à la transition du continent vers des sources d'énergie à faible émission de carbone et pour exploiter les possibilités de croissance dans le contexte de la lutte contre le changement climatique, les recommandations suivantes ont été formulées :

- **Mener des évaluations internes pour identifier les insuffisances et les faiblesses dans le domaine du financement de la lutte contre le changement climatique au sein de la communauté des IFD africaines.** Les IFD africaines devraient évaluer leur situation actuelle en matière de changement climatique et leur état de préparation, en tenant compte d'aspects tels que la gouvernance, les politiques, les stratégies, les compétences techniques, les réserves de projets et les processus d'accréditation. En identifiant leurs faiblesses et leurs insuffisances, elles établiront des priorités dans leurs besoins et rechercheront le soutien et l'assistance nécessaires pour les satisfaire. Cette approche proactive permettrait aux IFD africaines d'aligner leurs projets sur les objectifs des programmes mondiaux de lutte contre le changement climatique.
- **Renforcer au sein des IFD les capacités internes et l'expertise en matière de financement de la lutte contre le changement climatique.** Compte tenu du manque de capacités de la plupart des IFD dans les domaines thématiques liés au changement climatique, les IFD nationales devraient prendre des mesures délibérées pour renforcer leurs capacités en investissant dans le développement des connaissances et des compétences de leur personnel afin de comprendre et de gérer les complexités et les risques liés au financement de la lutte contre le changement climatique. Cette démarche est impérative compte tenu de l'absence de justification du changement climatique dans de nombreux projets des IFD nationales et du manque de connaissances qui entrave une mobilisation efficace des financements en faveur de la lutte contre le changement climatique.
- **Aligner les projets sur les objectifs et priorités nationaux et mondiaux de lutte contre le changement climatique.** Les IFD africaines devraient travailler en étroite collaboration avec leurs autorités nationales déterminées (AND) et veiller à ce que leurs projets soient cohérents avec les objectifs et priorités climatiques nationaux et mondiaux, tels que les contributions déterminées au niveau national (CDN), les

	objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris. Un tel alignement contribuera à démontrer la logique et l'impact de leurs projets sur le climat, ainsi qu'à mobiliser le soutien et le financement des parties prenantes et des investisseurs concernés. En outre, les IFD africaines devraient développer un portefeuille de projets diversifié et bien structuré qui couvre différents secteurs comme les énergies renouvelables, l'agriculture, les infrastructures et l'eau. Les IFD devraient également veiller à ce que leurs projets soient bien préparés, bancables et évolutifs, avec des objectifs, des résultats, des indicateurs et des budgets clairs. - Intégrer les principes de transition juste dans les stratégies et projets de financement de la lutte contre le changement climatique. Les IFD africaines devraient intégrer les principes de transition juste dans leurs stratégies et projets de financement de la lutte contre le changement climatique, en s'assurant que leurs interventions sont socialement inclusives, écologiquement durables et économiquement viables.	
Résultats du Forum des DG des IFD africaines 2024 organisé à Ébène, à Maurice, du 4 au 6 novembre 2024 Thème : « Soutenir le financement du développement en Afrique : perspectives d'avenir ».		
2.	Introduction Le Forum des DG des IFD africaines 2024 s'est tenu du 4 au 6 novembre 2024 à Ébène, à Maurice, sur le thème « Soutenir le financement du développement en Afrique : perspectives pour l'avenir ». Le Forum a débattu des moyens pour soutenir le financement du développement en Afrique, en tenant compte des énormes besoins de financement pour les investissements dans les secteurs critiques, estimés à 402 milliards de dollars par an jusqu'en 2030. Pour réaliser l'ambition de développement durable et promouvoir des économies respectueuses du climat en Afrique, il est impératif d'adopter une perspective résolument tournée vers l'avenir. L'événement a enregistré la participation de plus de 150 délégués d'institutions de financement du développement et de parties prenantes venant de 28 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Conclusions et recommandations - Un changement de paradigme dans le financement du développement de l'Afrique est nécessaire. Pour lutter efficacement contre le changement climatique, la pauvreté et l'instabilité économique en Afrique, il est nécessaire de réexaminer l'architecture financière mondiale et les flux financiers vers l'Afrique. En outre, la mobilisation des ressources nationales et l'augmentation des investissements dans	- Le rapport du Forum a été partagé avec les participants et les parties prenantes. Il a également été publié sur le site Internet de l'AIAFD à l'adresse suivante : https://adfi-ci.org/. - Le Secrétariat de l'AIAFD aligne ses travaux sur les conclusions et les recommandations du Forum.

	les secteurs critiques doivent être prioritaires. - Des modèles de financement innovants et des investissements accrus sont nécessaires pour relever les importants défis de l'Afrique. L'Afrique doit combler un déficit de financement annuel estimé à environ 402 milliards de dollars d'ici 2030.¹ Le financement du développement doit être plus accessible aux IFD africaines pour combler le déficit de financement nécessaire aux secteurs critiques. - Les IFD nationales devraient être intégrées dans le cadre de planification du développement national de leur pays afin d'améliorer la mise en œuvre des projets de développement. La participation des IFD nationales au Cadre de financement national intégré permettra d'améliorer la planification, le financement et la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris au niveau national, en veillant à ce que les efforts de développement soient bien coordonnés et dotés de ressources efficaces. - Les partenariats et la collaboration sont essentiels pour relever les défis du développement. La collaboration et le partage des connaissances aideront les IFD à accroître leur capacité à relever les défis du développement, à atteindre les Objectifs de développement durable et à respecter l'Accord de Paris. - Une bonne gouvernance et une solide gestion des risques sont essentielles pour que les IFD puissent réussir et fournir des financements anticycliques. En adoptant une gouvernance saine et une gestion robuste des risques, les IFD africaines seront fortes, résilientes et efficaces dans le financement des ODD et des projets en faveur du climat. De plus, les parties prenantes clés doivent améliorer la perception du risque en Afrique en tant que destination d'investissement, afin d'attirer davantage d'investissements et de financements. - Le mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation) de l'AIAFD est un bon outil pour permettre aux IFD africaines d'améliorer leur gouvernance, leur gestion financière et leurs pratiques opérationnelles. En adoptant le mécanisme NDPSE, les IFD nationales africaines deviendraient résilientes et durables dans leur fonctionnement. - Le développement d'une taxonomie ESG spécifique aux initiatives africaines est essentiel pour financer des projets verts et faciliter l'accès aux financements destinés à la lutte contre le changement climatique. Une taxonomie ESG reflétant le contexte africain améliorera l'engagement des IFD africaines en faveur des projets climatiques et verts. Elle soutiendra le financement de projets verts et améliorera	
--	--	--

¹ Groupe de la Banque africaine de développement. (2024). *Perspectives économiques en Afrique 2024*. P 9.

	l'accès au financement de la lutte contre le changement climatique, en veillant à ce que les questions environnementales, sociales et de gouvernance soient dûment prises en compte lors de l'examen des projets. - Les IFD doivent créer un portefeuille de projets bancables et renforcer les compétences pour attirer la participation du secteur privé. La mise en place d'une filière implique de favoriser les partenariats avec les gouvernements et le secteur privé et de partager les connaissances et les meilleures pratiques qui permettent de relever les défis propres à l'ensemble du continent. Les IFD doivent renforcer leur capacité de préparation des projets, améliorer continuellement leurs compétences, instruire et soutenir les investisseurs, adapter les instruments financiers aux contextes africains et investir dans les ressources humaines et la technologie.	
Réunions		
3.	Réunion du Groupe de travail sur le changement climatique de l'AIAFD, le 26 mai 2024	- Le Groupe de travail sur le changement climatique de l'AIAFD s'est réuni en présentiel, pour la première fois, le 26 mai 2024, à Nairobi, au Kenya, lors de l'Assemblée annuelle 2024 de l'AIAFD. - Le groupe a résolu • d'analyser les insuffisances des membres et de déterminer leur état de préparation en vue d'accéder aux fonds verts. • de s'engager auprès des entités offrant des fonds pour lutter contre le changement climatique et d'utiliser les plateformes internationales pertinentes pour défendre les intérêts de ses membres, et d'influencer les fournisseurs de fonds verts lors de réunions de haut niveau. • de mettre en place une plateforme numérique commune pour échanger des connaissances en temps réel et faciliter l'accès à l'information et à la documentation sur les fonds verts et le financement de la lutte - Une analyse des lacunes ainsi qu'une enquête de cartographie de l'état de préparation des membres en matière de financement de l'action climatique ont été réalisées au cours du dernier trimestre de 2024. - Les résultats de cette enquête ont été présentés lors du Forum des DG 2024 et contribué de manière significative à la conception d'interventions ciblées et à la dynamisation de l'engagement avec les institutions offrant des financements dédiés à l'action climatique et les partenaires de soutien. - Dans le but de promouvoir davantage les programmes de lutte contre le changement climatique au bénéfice de ses membres, le Secrétariat poursuit une collaboration active avec des partenaires stratégiques. Ces efforts incluent notamment un partenariat avec l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) pour l'élaboration d'une taxonomie de durabilité destinée aux institutions financières africaines, ainsi qu'une coopération avec l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI) visant à appuyer les actions d'adaptation au changement climatique.

		contre le changement climatique. • de rester engagé dans une collaboration continue pour atteindre ses objectifs.	
4.	Adhésion au Réseau mondial de recherche sur les PBD	- Le réseautage mondial de recherche (Global Research Network, GRN) sur les banques publiques de développement (BPD) est une initiative destinée à encourager une recherche de haute qualité et à long terme sur les banques publiques de développement. Il vise à préparer et à diffuser des travaux de recherche.	- L'AIAFD a rejoint le réseau en tant que membre en décembre 2024. - L'AIAFD s'appuiera sur le réseau pour travailler sur quatre axes de recherche principaux : Architecture financière mondiale, Mobilisation du secteur privé, Investissement durable et solidaire, et analyses de la PBD.
5.	Sommet Finance en commun (FiCS) 2025, du 26 au 28 février 2025 au Cap	- Le Sommet Finance en commun (FiCS) 2025 s'est tenu du 26 au 28 février 2025 au Cap. Le sommet a été abrité par <i>Development Bank of Southern Africa (DBSA)</i>, en collaboration avec d'autres partenaires stratégiques. - Cet événement a constitué une plateforme mondiale de rassemblement pour les IFD et les parties prenantes, visant à identifier des solutions communes aux défis de développement.	- Le communiqué final du sommet, ainsi que d'autres livrables clés, ont été diffusés auprès des membres. - La participation a été significative, avec une majorité des membres de l'AIAFD présents. - Le sommet a également offert au Secrétariat de l'AIAFD une opportunité précieuse de renforcer ses partenariats et d'avancer dans ses travaux. Des échanges fructueux ont eu lieu avec le Forum des caisses de dépôts, l'Association des institutions européennes de financement du développement (EDFI), le Centre de Ressources pour le Financement du Développement de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC-DFRC), <i>Africa Finance Corporation (AFC)</i>, la Fédération mondiale des institutions de financement du développement (FEMIDE), et et l'Organisation Européenne pour le Développement Durable (EOSD).
Célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD en 2025 à Abidjan, en Côte d'Ivoire			
6.	Mise à jour sur la célébration du 50 ^e anniversaire de l'AIAFD et l'Assemblée annuelle 2025 de l'AIAFD à Abidjan, en Côte d'Ivoire.	Célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD - La décision de célébrer le 50^e anniversaire de l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) a été entérinée par l'Assemblée générale lors de sa	- Le Secrétariat de l'AIAFD a communiqué la décision du Conseil d'administration sur le budget du 50^e anniversaire à tous les membres de l'AIAFD, en leur demandant leurs contributions. - Seules les 21 institutions membres suivantes, y compris les institutions hôtes locales, ont contribué à la préparation de

		50^e réunion ordinaire, tenue le 27 mai 2024 à Nairobi, au Kenya. - La commémoration est prévue en marge des Assemblées annuelles 2025 de la Banque africaine de développement (BAD), à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et coïncidera avec l'Assemblée annuelle 2025 de l'AIAFD. - À la suite de cette décision, un sous-comité du Conseil, présidé par M. Abdelouahab Boushaba, 2^e vice-président de l'AIAFD, a été mis en place pour superviser la préparation de l'événement. - Ce sous-comité a identifié plusieurs activités phares, dont un dîner de gala avec remise de prix, destiné à marquer symboliquement cet anniversaire historique. Pour soutenir la mise en œuvre de ces activités, un budget a été proposé. Le Conseil d'administration a approuvé un mécanisme de financement reposant sur une contribution obligatoire de 2 000 € par membre, complétée par des fonds additionnels à mobiliser à travers des parrainages.	l'événement : <i>Bank of Industry Limited (BOI), Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA), Development Bank of Nigeria Public Limited Company (DBN), Development Bank of Southern Africa (DBSA), East African Development Bank (EADB), ECOWAS Bank for Investment and Development (EBID), Eswatini Development Finance Corporation (FINCORP), Federal Mortgage Bank of Nigeria (FMBN), Nigerian Export-Import Bank (NEXIM), Tanzania Agricultural Development Bank (TADB), Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB), Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), Uganda Development Bank Limited (UDBL), Banque Nationale pour le Développement Économique du Burundi (BNDE), Malawi Agricultural and Industrial Investment Corporation Public Limited Company (MAIIC), Kenya Development Corporation (KDC), African Export-Import Bank (Afreximbank).</i> - Les institutions hôtes locales sont la Banque Nationale d'Investissement (BNI), la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI), et la Société de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (SGPME). - Un produit de connaissance dédié au 50^e anniversaire a été élaboré sur le thème : « <i>L'AIAFD @ 50 : réflexion sur le passé, le présent, et les perspectives d'avenir</i> ». Il sera lancé lors de l'Atelier du 50^e anniversaire prévu dans le cadre des initiatives visant à marquer l'événement.
Forum des économistes de l'AIAFD :			
7.	Forum des économistes de l'AIAFD (FE-AIAFD)	- Le Forum des économistes de l'AIAFD (FE-AIAFD) a été officiellement lancé le 25 septembre 2024. À cette occasion, un plan de travail pour 2025 a été adopté, définissant les priorités stratégiques du Forum. - La coordination du Forum a été confiée à l'économiste en chef de <i>Development Bank of</i>	- Les résultats des sessions ont été communiqués aux membres. - Le Forum a prévu de tenir une réunion de gouvernance le 27 mai 2025.

		<i>Southern Africa (DBSA)</i>, désigné pour en assurer la direction. - Le Forum a organisé une session d'intérêt spécial le 4 novembre 2024, en marge du Forum des DG des IFD africaines 2024. Cette session a porté sur le thème : « Le rôle des IFD dans la création de réserves de projets d'infrastructure bancables en Afrique ». - Le Forum s'est également réuni le 26 février 2025, au Cap, à l'occasion du FiCS 2025. À cette occasion, un dialogue de haut niveau a été tenu sur le thème : « Tirer parti de la ZLECAf pour promouvoir le développement des chaînes de valeur régionales : le rôle de la collaboration en matière de financement du développement. »	
Activités de renforcement des capacités organisées au cours du premier trimestre			
Activités de formations de l'AIAFD			
8.	Retraite pour les cadres des IFD africaines, du 24 au 25 février 2025	- Cette retraite de haut niveau a été organisée en anglais et en français au Cap, en Afrique du Sud. Les participants ont discuté de la voie pratique vers des IFD résilientes et favorables à la durabilité qui auront la capacité d'augmenter la mobilisation de capitaux pour des projets de développement.	- Trente-six (36) directeurs généraux et cadres supérieurs de 18 IFD membres ont participé à la retraite. - Les principales conclusions sont résumées ci-dessous : • Les IFD devraient adopter une approche centrée sur la durabilité pour garantir une capitalisation robuste. • Les IFD devraient repenser leur portefeuille de produits et investir davantage dans les économies à haut revenu. Cette stratégie permettra de fournir des produits à plus forte valeur ajoutée, résistants au changement climatique, bénéficiant d'avancées technologiques et d'une protection sociale.
Programmes de partenariat			

9.	5 ^e Sommet Finance en commun (FiCS) en Afrique du Sud, du 26 au 28 février 2025	- Le FiCS 2025 s'est tenu du 26 au 28 février 2025 sur le thème « Favoriser les infrastructures et la finance pour une croissance juste et durable ». - Il a été co-organisé par <i>Development Bank of Southern Africa (DBSA)</i> et <i>Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)</i>, avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD), à Cape Town International Convention Centre 1 (CTICC1).	- Les institutions membres de l'AIAFD ont tiré parti du FiCS 2025 pour engager des discussions avec des leaders mondiaux, partager des idées et contribuer à des solutions transformatrices pour relever les défis les plus urgents du monde, notamment l'action climatique, l'adaptation, la résilience, la finance inclusive et la transformation numérique. - Le communiqué final du FiCS a été mis à la disposition des membres et peut être consulté à travers le lien suivant : https://financeincommon.org/sites/default/files/2025-02/FiCS%202025%20Final%20Communique%CC%81.pdf.
10.	Table ronde des économistes en chef de la FEMIDE, 27 février 2025	- La table ronde s'est tenue dans le cadre des activités du FiCS 2025 pour discuter de « L'avenir de la banque de développement : exploiter l'innovation pour une croissance durable ». - Parmi les intervenants figuraient des représentants de la FEMIDE, des membres des associations régionales (AIAFD, ALIDE, ADFIAP, ADFIMI, ELTI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Agence française de développement (AFD), et de la Banque interaméricaine de développement (BID).	- La table ronde a souligné l'importance des IFD dans la mobilisation des ressources, l'innovation et le financement du développement. - Elle a identifié les principaux défis des IFD comme étant les lacunes du marché dans les secteurs vitaux, la navigation dans un paysage mondial en mutation et la gestion de la résurgence inégale de la banque de développement à travers les régions. - Elle a également fourni des stratégies pour renforcer la présence mondiale des IFD, notamment en tirant parti de l'innovation, en collaborant avec des organisations régionales et multilatérales, en partageant les meilleures pratiques, en responsabilisant les entrepreneurs et en proposant des projets respectueux de l'environnement.
Autres informations			
11.	Rapport de la 14 ^e Révision et évaluation par les pairs des IFD africaines	- Le Rapport de la 14^e Révision par les pairs des IFD africaines, conformément au mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation) de l'AIAFD, a été publié.	- Il a également été communiqué à toutes les institutions qui ont participé à l'exercice et publié sur le site Internet de l'AIAFD. - Le Conseil d'administration a noté la faible participation à l'exercice d'autoévaluation à l'aide du mécanisme NDPSE et a appelé les membres à raviver leur intérêt pour cet exercice en raison de ses nombreux avantages. - En outre, il a décidé que l'exercice serait désormais réalisé tous les deux ans à partir de 2026, afin de permettre aux

			institutions de combler leurs lacunes avant le prochain exercice. Le Conseil d'administration a également examiné la nécessité de financer l'exercice et a demandé au Secrétariat de soumettre une proposition dans ce sens pour un examen plus approfondi.
12.	Conseil des gouverneurs de la FEMIDE	- La réunion du Conseil des gouverneurs de la Fédération mondiale des institutions de financement du développement (FEMIDE) s'est tenue le 24 octobre 2024, en marge des Assemblées annuelles du GMB/FMI. - La réunion a passé en revue les activités de la Fédération au cours de l'année écoulée et examiné son rapport financier.	- La réunion a facilité l'engagement des secrétaires généraux des associations continentales et régionales dans le renforcement du partenariat mondial pour la promotion du financement du développement et des programmes des associations.
13.	Système de gestion de l'apprentissage (LMS) de l'AIAFD	- Le Secrétariat de l'AIAFD a rendu opérationnelle la plateforme LMS de l'AIAFD qui a été lancée lors de la dernière AGO en 2024. - La plateforme LMS propose actuellement des cours gratuits ouverts aux professionnels des IFD, des institutions financières et des agences de développement. - L'AIAFD développe également un nouveau cours sur les fondamentaux de la banque de développement et du financement en Afrique, cofinancé par le financement COPAR de l'AFD.	- Ces initiatives améliorent les compétences et les connaissances des professionnels du secteur et soutiennent la croissance et le développement des institutions. - La plateforme LMS subventionne le coût de la formation pour les institutions membres.
14.	Forum international conjoint des DG de l'ADFIAP et l'AIAFD	- Le Forum International conjoint des DG ADFIAP-AADFI 2025 se tiendra du 22 au 24 octobre 2025 à Wynn Hotel de Macao, en Chine.	- Le Secrétariat de l'AIAFD informera les membres et les partenaires de l'AIAFD de la date et du lieu du Forum international conjoint et les encouragera à participer à l'événement.
15.	Suivi du processus d'acquisition des titres de propriété des terrains abritant le siège de l'AIAFD	- Lors de l'une de ses réunions précédentes, le Conseil d'administration a demandé au Secrétariat d'accélérer le processus d'acquisition de l'Arrêté de Construction Définitive (ACD)	- <u>Terrain 51288, lot 2337, îlot 183</u> : Le Secrétariat a obtenu l'Arrêté de Concession Définitive (ACD) au nom de l'AIAFD.

		pour les deux terrains abritant le siège de l'AIAFD : Terrain 51307, lot 2339, îlot 183 et Terrain 51288, lot 2337, îlot 183.	- <u>Terrain 51307, lot 2339, îlot 183</u> : Le Secrétariat suit activement les démarches auprès du Ministère compétent en vue de l'obtention de l'ACD au nom de l'AIAFD.
16.	Changements effectués au sein de la direction générale des institutions membres de l'AIAFD	- Les changements suivants ont été enregistrés au sein de la direction générale des institutions membres depuis la dernière Assemblée générale ordinaire tenue le 27 mai 2024 : • <i>Development Bank of Ethiopia (DBE)</i>, Éthiopie : le nouveau président est Dr. Emebet Melese. • <i>National Investment Bank (NIB)</i>, Ghana : le nouveau directeur général est M. Tweneboa Kodua Fokuo. • Banque Nationale pour le Développement Économique (BNDE), Sénégal : le nouveau directeur général est M. Mamadou Faye. • <i>Nigerian Incentive-based Risk Sharing System of Agricultural Lending</i>, Nigéria : le nouveau (NIRSAL) : le nouveau directeur général est M. Babajide Arowosafe. • Communauté de développement de l'Afrique australe – Centre de ressources pour le financement du développement (SADC-DFRC) : le nouveau directeur général est M. Zwelibanzi Sapula. • Banque Agricole du Niger (BAGRI), Niger : la nouvelle directrice générale est Mme Mariama Boussi Moussa. • <i>Ghana Export-Import Bank (GEXIM)</i>, Ghana : le nouveau directeur général par intérim est M. Sylvester Adinam Mensah. • <i>Industrial Development Corporation (IDC)</i>, Afrique du Sud : la nouvelle directrice générale est Mme. Mmakgoshi Lekhethe. • <i>Bank of Agriculture (BOA)</i>, Nigéria : le	- L'Association a adressé ses félicitations au nouveau président et aux nouveaux directeurs généraux.

		nouveau directeur générale est M. Ayo Sotinrin. • <i>Odu'a Investment Company Limited</i>, Nigéria : le nouveau directeur général est M. Abdulrahman Yinusa.	
--	--	---	--



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/4



RAPPORTS FINANCIERS



État des cotisations au 16 mai 2025

STATEMENT OF SUBSCRIPTIONS AS OF MAY 16, 2025 / ÉTAT DES COTISATIONS AU 16 MAI 2025

Category			Membership breakdown			
N°	Country / Pays	Institutions	Arrears 2021/2022 2023/2024	Subscription 2025	Payment Euro	Balance (Arrears)
Ordinary Members / Membres ordinaires						
1	BOTSWANA	Citizen Entrepreneurial Development Agency		5,750	5,750	-
2	CÔTE D'IVOIRE	Banque Nationale d'Investissement (BNI)		5,750	5,750	-
3	CÔTE D'IVOIRE	Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire		5,750	5,750	-
4	GHANA	National Investment Bank		5,750	5,750	-
5	MALAWI	National Bank of Malawi		5,750	5,750	-
6	MAROC	Groupe du Credit Agricole du Maroc		5,750	5,750	-
7	MAROC	TAMWIL EL FELLAH		5,750	5,750	-
8	NIGERIA	Bank of Industry Ltd		5,750	5,750	-
9	NIGERIA	Development Bank of Nigeria PLC		5,750	5,750	-
10	NIGERIA	Nigerian Export-Import Bank (NEXIMBANK)		5,750	5,750	-
11	SEYCHELLES	Development Bank of Seychelles		5,750	5,750	-
12	UGANDA	Uganda Development Corporation		5,750	5,750	-
13	ZIMBABWE	Infrastructure Development Bank of Zimbabwe		5,750	5,750	-
14	UGANDA	Microfinance Support Centre		5,750	5,750	-
15	ANGOLA	Development Bank of Angola		5,750	5,750	-
16	NIGERIA	Odu'a Investment Co. Ltd	5,750	5,750	5,750	5,750
17	CÔTE D'IVOIRE	Société de Garantie des Crédits aux PME Ivoiriennes (SGPME)		5,750	5,750	-
18	BOTSWANA	Botswana Development Corporation	5,750	5,750	11,500	-
19	ESWATINI	Industrial Development Company of Eswatini (IDCE)		5,750	4,888	863
20	KENYA	Kenya Development Corporate (KDC)		5,750	5,750	-
21	BURUNDI	Banque Nationale pour le Développement Econ.		5,750	5,750	-
22	NAMIBIA	Environmental Investment Fund of Namibia		5,750	5,750	
23	ANGOLA	Fundo de Garantia de crédito		5,750		5,750
24	BENIN	Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin		5,750		5,750
25	BOTSWANA	National Development Bank		5,750		5,750
26	ESWATINI	Eswatini Development Finance Corporation (FINCORP)		5,750		5,750
27	ESWATINI	Eswatini Housing Board		5,750		5,750
28	ESWATINI	Swazibank/ Eswatini bank		5,750		5,750
29	ETHIOPIA	Development Bank of Ethiopia		5,750		5,750
30	GHANA	Agricultural Development Bank of Ghana		5,750		5,750
31	GHANA	Development Bank of Ghana		5,750		5,750
32	KENYA	Agricultural Finance Corporation		5,750		5,750

33	KENYA	Kenya Industrial Estes LTD		5,750		5,750
34	LESOTHO	Lesotho National Development Corporation (LNDC)		5,750		5,750
35	LIBERIA	Liberian Bank for Development and Investment		5,750		5,750
36	MALAWI	Export Development Fund		5,750		5,750
37	MALAWI	Malawi Agricultural and Industrial Investment Corporation Plc (MAIIC)		5,750		5,750
38	MALI	Banque Developpement du Mali		5,750		5,750
39	MAROC	La société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise (SNGFE)		5,750		5,750
40	MAURITIUS	Development Bank of Mauritius		5,750		5,750
41	NIGERIA	Bank of Agriculture Ltd (BOA)		5,750		5,750
42	RD CONGO	Fonds de Promotion de l'Industrie		5,750		5,750
43	RDC	Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement (FIGA)		5,750		5,750
44	RWANDA	Development Bank of Rwanda (BRD)		5,750		5,750
45	SÉNÉGAL	Banque Nationale pour le Developpement Economique		5,750		5,750
46	SÉNÉGAL	LA BANQUE AGRICOLE		5,750		5,750
47	SOUTH AFRICA	Development Bank of Southern Africa		5,750		5,750
48	SOUTH AFRICA	Industrial Development Corporation (IDC)		5,750		5,750
49	TANZANIA	Tanzania Agricultural Development Bank		5,750		5,750
50	TANZANIA	TIB Development Bank Ltd (TiB)		5,750		5,750
51	UGANDA	Uganda Development Bank Ltd		5,750		5,750
52	ZIMBABWE	Industrial Development Corporation of Zimbabwe Limited		5,750		5,750
53	NIGERIA	Federal Mortgage Bank of Nigeria	5,750	5,750		11,500
54	MOZAMBIQUE	GAPI -SA	5,750	5,750		11,500
55	GHANA	Ghana Export Import Bank	5,750	5,750		11,500
56	TUNISIE	Société Tunisienne de Banque	5,750	5,750		11,500
57	NIGER	Banque Agricole du Niger (BAGRI)	15,750	5,750		21,500
58	RD CONGO	Société Financière de Développement (SOFIDE S.A)	15,750	5,750		21,500
59	NIGERIA	The Infrastructure Bank Plc	15,750	5,750		21,500
60	NIGERIA	The Nigeria Incentive-Based Risk Sharing System for Agricultural Lending (NIRSAL)	15,750	5,750		21,500
61	ANGOLA	Banco de Poupança e Credito	20,750	5,750		26,500
62	R.D CONGO	Bureau Central de Coordination(BCECO)	20,750	5,750		26,500
63	NIGERIA	IBILE HOLDING LTD	20,750	5,750		26,500
64	NIGERIA	New Nigerian Development Company Ltd	20,750	5,750		26,500
65	MALI	Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA)		5,750		5,750
SUB-TOTAL MEMBRES ORDINAIRES/TOTAL ORDINARY MEMBERS			180,500	373,750	137,138	422,863

Special Members / Membres Spéciaux

N°	Country / Pays	Institutions	Arrears 2021/2022 2023/2024	Subscription 2025	Payment Euro	Balance (Arrears)
1	Togo	ECOWAS Bank/Groupe de la BIDC		7,245	7,245	-
2	Egypt	AFREXIMBANK		7,245	7,245	-
3	Benin	Fonds Africain de Garantie et de Coop. Eco.		7,245	7,245	-
4	Niger	Fonds de Solidarité Africain		7,245	7,245	-
5	Kenya	Shelter Afrique Centre		7,245		7,245
6	Kenya	Trade and Development Bank (TDB)		7,245		7,245
7	R.D. CONGO	Banque de Développement des Etats des Grands Lacs		7,245		7,245
8	Sudan	Arab Bank for the Economic Develpt of Africa		7,245		7,245
9	Togo	Banque Ouest Africaine de développement		7,245		7,245
10	Tunisie	Banque Maghrebine d'Investissement et de Commerce Extérieur		7,245		7,245
11	Uganda	East African Development Bank		7,245		7,245
12	Congo	Banque de Dévelpt des Etats de l'Afrique Centrale	13,545	7,245		20,790

SUB-TOTAL MEMBRES SPECIAUX / TOTAL SPECIAL MEMBERS

13,545

86,940

28,980

71,505

ADHESION SPECIAL MEMBERS/ ADMISSION FEE MEMBRES SPECIAUX

N°	Country / Pays	Institutions	References	ADMISSION	Payment	Balance
1	KENYA	African Trade Insurance Agency (ATIDI)		2,000	2,000	-
2	BENIN	L'Africaine des Garanties et du Cautionnement (AFGC) S.A		2,000	2,000	
3	NAMIBIA	Environmental Investment Fund of Namibia (EIF)		2,000	2,000	
TOTAL ADHESION ADHESION SPECIAL MEMBERS/ ADMISSION FEE MEMBRES SPECIAUX/			-	6,000	6,000	-

Membres d'Honneur/Honory Members

N°	Country / Pays	Institutions	Arrears 2024	Subscription 2025	Payment Euro	Balance (Arrears)
1	India	Import-Export Bank of India	7,200	7,200	14,400	-
SUB-TOTAL COTISATION RECUE /TOTAL CONTRIBUTION RECEIVED			7,200	7,200	14,400	-
GRAND-TOTAL			201,245	473,890	186,518	494,368



**Rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le
31 décembre 2024**



Contenu soumis dans un document distinct.



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/5



RAPPORT ANNUEL 2024

SOMMAIRE

I. ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT (AIAFD)	47
I.1. Philosophie d'entreprise	47
I.1.1. <i>Vision</i>	47
I.1.2. <i>Mission</i>	47
I.2. Activités	47
I.3. Gouvernance	47
I.4. Proposition de valeur	48
I.5. Catégories de membres	48
II. REVUE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE 2024 ET PRÉVISIONS POUR 2025	49
II.1. L'économie mondiale en 2024	49
II.2. L'économie africaine en 2024	49
II.2.1. <i>Afrique du Nord</i>	51
II.2.2. <i>Afrique de l'Est</i>	51
II.2.3. <i>Afrique de l'Ouest</i>	51
II.2.4. <i>Afrique centrale</i>	52
II.2.5. <i>Afrique australe</i>	52
II.3. Prévisions économiques et recommandations politiques pour 2025	53
II.4. Recommandations politiques pour 2025	54
III. ACTIVITÉS DE L'AIAFD EN 2024	56
III.1. Communication et coopération	56
III.1.1. <i>Communication</i>	56
III.1.2. <i>Coopération</i>	56
III.2. Activités de renforcement des capacités	61
III.2.1. <i>Activités de renforcement des capacités 2024</i>	61
III.2.2. <i>Tendance des activités de renforcement des capacités de l'AIAFD</i>	61
III.2.3. <i>Appui reçu pour la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités 2024</i>	64
III.2.4. <i>Contribution de l'AIAFD au développement communautaire en Côte d'Ivoire – Acquisition de compétences et connaissances</i>	64
III.3. Activités statutaires	64
III.3.1. <i>50^e Assemblée générale ordinaire (AGO)</i>	64
III.3.2. <i>Atelier annuel 2024</i>	64
III.3.3. <i>Forum des DG des IFD africaines 2024</i>	65
III.3.4. <i>Conseil d'administration</i>	65
III.3.5. <i>Secrétariat général</i>	66
IV. MISSIONS	67
IV.1. Missions du président	67
IV.2. Missions du secrétaire général	67
V. NOUVELLES ADHÉSIONS	67

RAPPORT ANNUEL 2024

I. ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT (AIAFD)

L'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) est l'organisation faitière des institutions de financement du développement en Afrique. L'Association a été créée en 1975 sous les auspices de la Banque africaine de développement (BAD), avec pour objectifs de dynamiser la coopération pour la promotion et le financement du développement durable en Afrique et d'encourager l'intégration économique sur le continent. L'AIAFD compte actuellement plus de 90 membres, dont des institutions nationales, régionales et multilatérales de financement du développement en Afrique et sur d'autres continents, engagées dans des activités de financement du développement en Afrique. Le siège de l'Association est à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire.

I.1. Philosophie d'entreprise

I.1.1. Vision

Promouvoir la croissance durable des économies de ses membres à travers des IFD nationales financièrement solides, résilientes et durables.

I.1.2. Mission

Fournir des services de pointe aux IFD africaines afin de financer efficacement le développement national et les ODD pour une prospérité partagée sur le continent.

I.2. Activités

L'AIAFD fournit des services innovants pour favoriser la coopération entre les IFD et les parties prenantes, mène des programmes réguliers de renforcement des capacités pour le développement des compétences professionnelles dans les opérations bancaires et financières, et soutient ses membres dans leurs réformes et transformations. Elle mène également des recherches et des études pour soutenir le plaidoyer en faveur de ses membres et la gestion des politiques. Ces activités visent à garantir que les IFD sont solides, stables et résilientes pour promouvoir le développement durable.

I.3. Gouvernance

L'Association comprend une Assemblée générale, un Conseil d'administration, et un Secrétariat général.

L'Assemblée générale comprend tous les membres de l'Association. Elle est l'organe suprême chargé de définir les politiques, les règlements et les autres dispositions nécessaires conformément à ses Statuts et son Règlement intérieur. L'Assemblée générale tient une réunion ordinaire une fois par an et peut convoquer des réunions extraordinaires.

Le Conseil d'administration est responsable de la direction et la supervision du Secrétariat général. Il est composé du Bureau, qui comprend un président et deux vice-présidents, de cinq membres représentant les cinq sous-régions du continent, tel que défini par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ou fixé de temps à autre par l'Assemblée générale ordinaire, et d'un membre élu par les membres spéciaux et d'honneur.

Le Secrétariat général est chargé de mettre en œuvre les décisions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Il exerce également d'autres fonctions de gestion et d'administration, notamment la mise en œuvre de la stratégie approuvée, la gestion quotidienne de l'Association, la convocation des réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, ainsi que la conduite d'activités de renforcement des capacités et d'autres initiatives.

I.4. Proposition de valeur

La proposition de valeur de l'AIAFD à ses membres est détaillée comme suit :

- Appuyer ses institutions membres pour qu'elles contribuent à la réalisation des ODD, de l'Accord de Paris et de leurs objectifs nationaux de développement.
- Appuyer ses institutions membres dans le but de les rendre résilientes et soucieuses du développement durable.
- Mettre en relation ses membres avec les partenaires de développement en Afrique et dans le monde entier intéressés par la promotion de projets de développement durable sur le continent.
- Tirer parti de ses partenariats pour multiplier les occasions de mobiliser des ressources et fournir une assistance technique en vue de promouvoir des projets de développement.
- Faciliter la participation de ses membres aux réunions périodiques des dirigeants des IFD africaines et de leurs homologues des autres continents afin de promouvoir l'échange d'idées et d'expériences et de favoriser les collaborations et les partenariats stratégiques régionaux et mondiaux.
- Mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités et de développement institutionnel au profit de ses membres pour consolider leurs compétences professionnelles et institutionnelles.
- Faciliter l'accès de ses membres aux produits de connaissance, aux informations récentes et aux études de recherche sur le financement du développement et le développement durable dans le monde entier.

I.5. Catégories de membres

Les membres de l'AIAFD sont classés en quatre catégories :

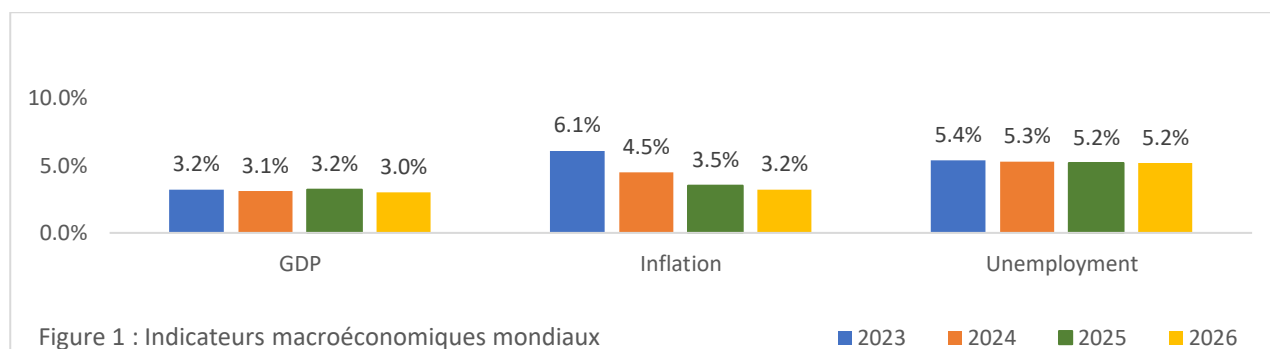
- (1) **Membres ordinaires** : les IFD nationales africaines.
- (2) **Membres associés** : les institutions africaines impliquées dans la promotion et la coordination du développement socio-économique.
- (3) **Membres spéciaux** : les institutions régionales ou sous-régionales africaines de financement du développement.
- (4) **Membres d'honneur** : les institutions internationales de financement du développement non africaines.

II. REVUE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE 2024 ET PRÉVISIONS POUR 2025

II.1. L'économie mondiale en 2024

Après plusieurs années marquées par des chocs multiples et répétés, l'économie mondiale a affiché des signes de stabilisation en 2024, contredisant ainsi les prévisions d'une récession à l'échelle planétaire. Les statistiques ont révélé que les économies émergentes ont largement repris le chemin de la croissance, tandis que les pays émergents continuent de se redresser lentement. La désinflation mondiale s'est poursuivie en 2024, avec une baisse de l'inflation, qui est passée d'environ 6,7 % en 2023² à 4,5 % en 2024. Le PIB mondial était de 3,1 % en 2024, soit légèrement inférieur à la norme pré-pandémique de 3,6 % entre 2000 et 2019, et le taux de chômage était de 5,3 % en 2024 (voir graphique 1). L'Asie a connu une forte hausse de la demande de semi-conducteurs et d'électronique en 2024, sous l'effet des investissements importants dans l'intelligence artificielle et des avancées technologiques.

En comparaison, les marchés émergents et les économies émergentes du Moyen-Orient et de l'Asie centrale ainsi que de l'Afrique subsaharienne ont été affectés par des perturbations de la production et du transport des matières premières (en particulier le pétrole), des conflits, des troubles civils et des phénomènes météorologiques extrêmes. De plus, les conflits entre Israël et le Hamas, ainsi que l'Ukraine et la Russie, ont continué à fragiliser le marché mondial, provoquant des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et une volatilité des prix, particulièrement dans les régions du Sud. Au troisième trimestre 2024, les prix des biens se sont toutefois stabilisés, mais l'inflation des prix des services est restée élevée dans de nombreuses régions, ce qui souligne l'importance de comprendre les dynamiques sectorielles et de calibrer la politique monétaire d'une année sur l'autre.



Source : Revue économique de l'AIAFD (2024)

II.2. L'économie africaine en 2024

L'année 2024 a été marquée par une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie en raison de tensions géopolitiques telles que l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de problèmes climatiques affectant l'agriculture et la production d'énergie, et d'une instabilité politique persistante. La transformation structurelle a progressé à un rythme lent, les économies restant fortement dépendantes, pour leur croissance et la création d'emplois, de secteurs traditionnels à faible productivité, tels que l'agriculture et les services peu qualifiés. Le PIB réel est passé de 3,1 % en 2023 à 3,7 % en 2024.³ En 2024⁴, l'inflation en Afrique s'est élevée à environ 8,6 % (voir illustration). Le Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %), la Libye (7,9 %), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %), l'Éthiopie (6,7 %), le Bénin (6,4 %), le Djibouti (6,2 %), la Tanzanie (6,1 %), le Togo (6 %) et l'Ouganda (6 %) figurent parmi les 11 premières nations africaines ayant obtenu d'excellentes performances économiques en 2024.

² <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2024/10/22/world-economic-outlook-october-2024>

³ <https://www.afdb.org/en/knowledge/publications/african-economic-outlook>

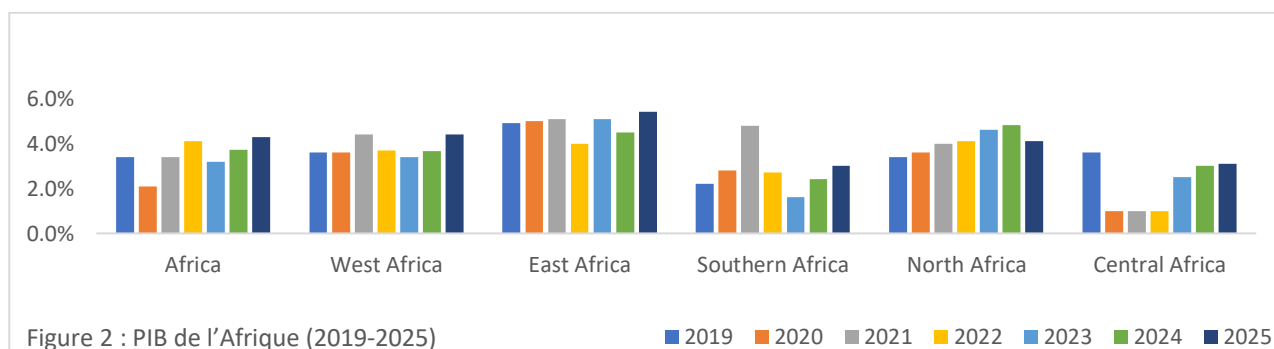
⁴ <https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.&text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.>

La même année, l’Afrique de l’Ouest a connu de profonds changements économiques et géopolitiques avec la sortie officielle du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, marquant ainsi un réalignement politique important. Le Nigeria a été confronté à un taux d’inflation élevé de 34,8 %, à la dépréciation du naira et à des propositions de réformes fiscales, tandis que le Ghana a poursuivi la restructuration de sa dette et a bénéficié de l’augmentation de ses exportations d’or. La Côte d’Ivoire, quant à elle, a obtenu 10 milliards de dollars d’investissements dans des champs pétroliers offshore, renforçant ainsi son secteur énergétique. En Afrique de l’est, l’Éthiopie a lancé sa première bourse de valeurs, signe d’un développement plus profond des marchés financiers en 2024. Par ailleurs, la croissance du PIB de l’Ouganda a atteint 6,0 %, avec une projection ambitieuse de 10,8 % d’ici 2026, portée par l’expansion de la production commerciale de pétrole brut.⁵

En 2024, on estime que 438,6 millions de personnes en Afrique vivent dans l’extrême pauvreté, définie par un seuil de 2,15 dollars US par jour. Une grande partie des populations rurales est particulièrement touchée par cette situation. La pauvreté en Afrique devrait enregistrer une légère diminution dans les prochaines années, malgré l’augmentation continue de la population. D’ici 2030, le nombre de personnes vivant sous le seuil d’extrême pauvreté devrait être réduit à environ 426 millions.⁶ Environ 10 à 12 millions de jeunes sont entrés sur le marché du travail en 2024, mais seulement 3 millions d’emplois ont été créés, laissant un grand nombre de jeunes au chômage ou sous-employés. Le taux de chômage mondial estimé en 2024 est de 4,9 %, et les taux pour l’Afrique et l’Afrique de l’Ouest sont respectivement de 6,3 % et 3,0 %, soit des taux inférieurs à ceux de 2023. Ces chiffres cachent toutefois une forte prévalence du secteur informel.

Bien qu’il contribue le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, le continent africain reste très vulnérable aux impacts du changement climatique.⁷ En 2024, l’ouragan Belal a frappé Maurice et laissé des milliers de personnes sans électricité. Le cyclone Gamane a dévasté Madagascar, affectant plus de 5 000 foyers et contraignant 20 737 personnes à se déplacer. L’ouragan Hidaya a dévasté les régions côtières du Kenya et de la Tanzanie, soulignant la vulnérabilité de l’Afrique de l’Est face à ces tempêtes de plus en plus violentes. Les cyclones sont souvent précédés de fortes pluies, entraînant des inondations et des glissements de terrain.

En 2024, le Kenya et la République démocratique du Congo (RDC) ont connu des pluies dévastatrices. En RDC, où le conflit sévit déjà dans l’est, des torrents de pluie ont détruit des routes et des maisons. Au Sahel, la saison des pluies de juillet à septembre a été marquée par de fortes inondations, notamment au Soudan, au Nigeria, au Niger, au Tchad et au Cameroun. 2024 a été une année importante en termes d’évolution de la température mondiale. D’après Copernicus Climate Change Service, l’année 2024 est entrée dans l’histoire en devenant la première à franchir le seuil de réchauffement global de 1,5 °C.⁸



Source : Revue économique de l’AIAFD (2023) et de la BAD (2024)

⁵ <https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.&text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.>

⁶ <https://www.statista.com/statistics/1228533/number-of-people-living-below-the-extreme-poverty-line-in-africa/>

⁷ <https://www.africanews.com/2024/12/20/africa-in-2024-battling-climate-extremes-and-seeking-global-action/>

⁸ <https://www.africanews.com/2024/12/20/africa-in-2024-battling-climate-extremes-and-seeking-global-action/>

II.2.1. Afrique du Nord

La région de l'Afrique du Nord a connu une croissance de 2,7 % en 2024.⁹ Le taux d'inflation en Afrique du Nord, qui était d'environ 8,4 % en 2022, a doublé pour atteindre environ 17,2 % en 2023, et a atteint 20,6 % en 2024. Les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie en Afrique du Nord ont posé des problèmes sociaux en raison de la réduction du pouvoir d'achat des populations vulnérables. L'inflation en Égypte, en Algérie et en Tunisie était respectivement de 33,6 %, 9,3 % et 9,3 % en 2024. La Libye, la Mauritanie et le Maroc ont réussi à maintenir un taux d'inflation relativement faible en 2024. Quant au taux de chômage en Afrique du Nord, il était estimé à 11,15 %.

Le déficit de financement annuel pour réaliser la transformation structurelle en Afrique du Nord est estimé à 104,9 milliards de dollars par an (13,5 % de son PIB) d'ici 2030. Les besoins de financement de la région sont considérables, en particulier dans le domaine des infrastructures, qui représente plus de 87 % du déficit de financement total, suivi par l'énergie (5,1 %), l'éducation (4 %) et la recherche et le développement (3,3 %). En utilisant l'échéance de 2030, les déficits de financement pour l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie se situent entre 6,1 % et 11 % du PIB. Le déficit des comptes courants de la région est réduit à 0,2 % du PIB en 2024, contre 0,5 % en 2023¹⁰. En Afrique du Nord, seule la Mauritanie a un taux d'extrême pauvreté supérieur à 10 %, tandis que le taux de pauvreté est inférieur à 2 % dans certains pays et inférieur à 1 % au Maroc, en Tunisie et en Algérie en 2024.

II.2.2. Afrique de l'Est

La région de l'Afrique de l'est a connu une croissance de 6,5 % en 2024. Malgré cette croissance, la région a été confrontée à des pressions budgétaires importantes, principalement dues à l'escalade de la dette souveraine, aux coûts élevés du service de la dette et aux déficits de financement qui resserrent les conditions financières et mettent sérieusement en péril la stabilité économique durable. Après des décennies de conflits internes, de sécheresse et de problèmes de sécurité, la Somalie a franchi une étape importante en 2024 en devenant la huitième nation à rejoindre la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), aux côtés du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda, du Burundi, du Sud-Soudan et de la République démocratique du Congo (RDC). Cette adhésion marque une étape décisive pour la Somalie, ouvrant la voie à un essor du commerce régional et favorisant l'amélioration des relations au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

L'agriculture, le tourisme et le secteur des services, notamment dans des domaines tels que les technologies de l'information et de la communication, ont été les principaux moteurs de la croissance économique de 6 % du Kenya et de 6,1 % de l'Ouganda en 2024. Le niveau d'endettement élevé du Kenya, qui représente près de 70 % du PIB, a éclipsé sa croissance économique, tandis que le ratio dette/PIB de l'Ouganda, qui oscille autour de 50 %, témoigne d'investissements substantiels dans les infrastructures et l'énergie.

II.2.3. Afrique de l'Ouest

En 2024, l'économie de l'Afrique de l'Ouest a fait preuve de résilience et de croissance, les projections indiquant une augmentation du PIB et une légère baisse de l'inflation à 20,3 %, bien que des défis tels que l'insécurité, les problèmes de gouvernance, le stress climatique, l'insécurité alimentaire et les pressions démographiques aient continué à persister. Le taux d'inflation à deux chiffres en Afrique de l'Ouest est largement dû à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, en partie attribuée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.¹¹

L'insécurité en Afrique de l'Ouest a entraîné des pertes en vies humaines, des destructions matérielles et un manque de confiance de la part des investisseurs nationaux et étrangers, créant ainsi un cercle vicieux de famine et de déplacement qui nécessite une aide humanitaire et menace sérieusement la

⁹ <https://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/middle-east-and-north-africa-economic-update-archiveapril2024#:~:text=World%20Bank%20economists%20forecast%20that,at%20similar%20rates%20in%202024.>

¹⁰ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/north-africa-economic-outlook-2023-economic-growth-set-reach-46-percent-2023-north-africa-should-make-green-growth-urgent-regional-priority-according-african-development-bank-63411>

¹¹ <https://knowledgehub-sro-na.uneca.org/wp-content/uploads/2024/11/Socioeconomic-profile-SRO-WA-2024-En.pdf>

stabilité socio-économique. Le taux de chômage estimé en 2024 pour l'Afrique de l'Ouest est de 3,0 %. Ces chiffres cachent toutefois une forte prévalence du secteur informel. En 2024, le taux moyen d'emploi informel en Afrique de l'Ouest de 87,3 % est supérieur aux statistiques équivalentes pour l'ensemble de l'Afrique, 83,1 %, et pour le monde, 57,8 %.

II.2.4. Afrique centrale

En 2024, l'économie de la République centrafricaine connaît une stagnation, avec une croissance prévue du PIB de seulement 0,7 %, principalement en raison de pénuries de carburant et de coupures d'électricité, tandis que la pauvreté reste élevée, 65,7 % de la population vivant dans l'extrême pauvreté. En Guinée équatoriale, en revanche, le rebond du secteur pétrolier a entraîné une croissance de 4,7 %. Malgré une croissance modérée et une baisse de l'inflation, le taux de pauvreté reste élevé et augmente dans tous les pays d'Afrique centrale. Environ 33 % des 61 millions d'habitants de la région vivent dans l'extrême pauvreté, définie comme un revenu inférieur à 2,15 dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2017), contre 30,6 % en 2023. La croissance économique devrait se modérer pour atteindre 4,0 % en 2024, grâce au rebond de la Guinée équatoriale et à la croissance soutenue de la République démocratique du Congo.¹²

La région reste fortement dépendante de ses secteurs extractifs, qui représentent environ 75 % de l'ensemble des exportations. Les ressources pétrolières, gazières et minières sont limitées et les prix des matières premières sont instables, ce qui expose les économies de la région à un degré élevé d'incertitude et de vulnérabilité.¹³ L'inflation en Afrique était en moyenne de 4,1 % en 2024 et devrait chuter à 3,4 % en 2025. À la suite de la réforme politique de 2024, notamment celle qui a affecté les recettes fiscales et non fiscales de l'économie centrafricaine, les perspectives de réduction du déficit public se sont accrues et la mobilisation des recettes intérieures a été considérablement stimulée. La consolidation de la paix et de la sécurité intérieure, le redressement de l'approvisionnement en énergie et en carburant et l'accélération de la mise en œuvre des projets en instance, notamment le corridor Pointe-Noire-Bangui financé par la Banque africaine de développement, sont autant d'éléments favorables à ces perspectives.

II.2.5. Afrique australe

Après des années de croissance lente et négative, l'économie de l'Afrique australe a progressé de 1,8 % en 2024. Le ralentissement de la croissance est dû à l'impact continu des taux d'intérêt élevés et des pannes d'électricité en Afrique du Sud, la plus grande économie de la région. Le taux d'inflation s'est établi à 19,4 % et 15,5 % en 2022 et 2023, respectivement, et à 27,7 % en 2024. En 2024, la Zambie a enregistré la plus forte inflation estimée en Afrique australe, soit 15 %. Le Lesotho et le Zimbabwe se sont classés à sa suite avec 6,4 et 6 pour cent, respectivement¹⁴.

En 2024, plus de 8 millions de personnes étaient au chômage, la majorité d'entre elles l'étant depuis plus d'un an. Cet effet domino de la faible création d'emplois a entravé la réduction de la pauvreté. On estime qu'environ 63 % de la population vivra en dessous du seuil de 6,85 dollars pour les revenus moyens supérieurs en 2024, ce qui correspond à 2,2 millions de personnes supplémentaires en situation de pauvreté par rapport à la période précédant la pandémie de COVID-19.

¹² <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2025>

¹³ <https://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/unlocking-forestry-sector-potential-economic-barometer-for-the-central-african-economic-and-monetary-community#:~:text=Modest%20growth%20amidst%20volatile%20commodity%20markets&text=The%20pace%20of%20growth%20remains,build%20resilient%20and%20inclusive%20economies.>

¹⁴ <https://www.statista.com/statistics/1551651/southern-africa-inflation-forecast-by-country/>

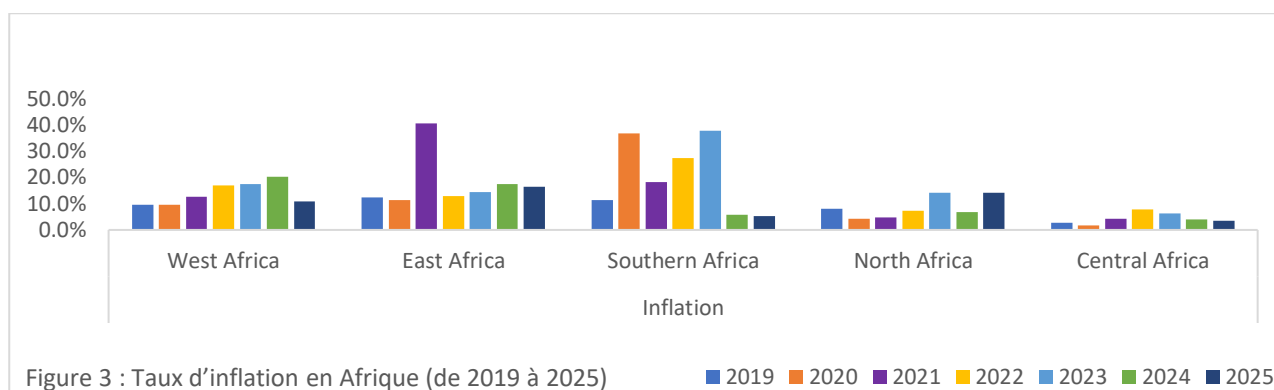


Figure 3 : Taux d'inflation en Afrique (de 2019 à 2025)

Source : Revue économique de l'AIAFD (2022)

II.3. Prévisions économiques et recommandations politiques pour 2025

En 2025, l'économie mondiale devrait croître de 3,2 % avant que les politiques post-électorales aux États-Unis ne ramènent la croissance mondiale à 3,0 % en 2026 (voir schéma 1). Le rythme de l'inflation devrait continuer à baisser pour atteindre 3,5 % en 2025, ce qui dépend également du taux des droits de douane et de l'éventualité d'une situation de guerre commerciale généralisée. La Russie et la Turquie, ainsi que les pays d'Europe de l'Est, risquent d'être confrontés à l'inflation en 2025. La plupart des grandes banques centrales, à l'exception de la Banque du Japon, ont entamé des cycles de réduction des taux, car les retards dans les effets de la politique monétaire repousseront l'influence des réductions de taux au second semestre 2025 et 2026. Ainsi, les achats de biens de consommation importants et les investissements des entreprises pourraient bénéficier d'un effet de levier, sous réserve des vents contraires provoqués par les tarifs douaniers de rétorsion.

En 2024, onze des vingt économies à forte croissance dans le monde se trouveront en Afrique. Globalement, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du continent devrait s'établir en moyenne à 4,3 % en 2025 (voir graphique 1). La hausse prévue en 2025 sera soutenue par l'amélioration attendue des conditions économiques mondiales et par des mesures politiques efficaces. Grâce à ces résultats, l'Afrique restera la deuxième région du monde à connaître la plus forte croissance après l'Asie, avec 12 des 20 économies à la croissance la plus rapide qui devraient se trouver sur le continent et 40 pays qui devraient atteindre des taux de croissance plus élevés par rapport aux niveaux de 2024. Vingt-quatre (24) pays africains, dont le Djibouti, le Niger, le Rwanda, le Sénégal et le Sud-Soudan, sont sur le point de dépasser les 5 % de croissance du PIB en 2025. L'inflation reste préoccupante, mais montre des signes de relâchement. Le taux d'inflation moyen du continent devrait baisser à 7,2 % en 2025, grâce à la stabilisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et aux ajustements monétaires nationaux.¹⁵ L'Éthiopie est confrontée à la volatilité des devises et à des pressions inflationnistes croissantes, qui devraient culminer à 25 % en 2025. L'Afrique centrale reste une région de contrastes. L'économie angolaise devrait croître de 4,1 % en 2025, mais l'inflation reste élevée, à 28,4 %. Le Gabon est confronté à des tensions budgétaires, la Banque mondiale ayant suspendu ses versements en raison d'arriérés de dettes, tandis que la République centrafricaine se débat dans la stagnation économique.¹⁶

L'économie de l'Afrique du Nord devrait croître de 3,9 % en 2025, revenant ainsi à la faible croissance qui prévalait dans la décennie précédant la pandémie. Les perspectives de croissance varient considérablement d'un pays à l'autre en raison des différences de diversification économique,

¹⁵ <https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.&text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.>

¹⁶ <https://media.afreximbank.com/afrexim/Monthly-Development-in-the-African-Macroeconomic-Environment-%E2%80%93-January-2025.pdf#:~:text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.&text=The%20continent's%20average%20inflation%20rate%2C%20which%20stood,global%20supply%20chains%20and%20domestic%20monetary%20adjustments.>

de dotation naturelle et de dépendance à l'égard des hydrocarbures. Les efforts de diversification soutenus par une politique budgétaire expansionniste stimuleront l'économie non pétrolière en augmentant les investissements, ce qui soutiendra l'emploi et la consommation domestique. L'extrême pauvreté devrait augmenter à court terme et culminer à 3,5 millions de personnes (1,6 % de la population) en 2025. La pauvreté devrait ensuite diminuer de telle sorte qu'en 2043, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 1,90 USD dans la région sera de 1,5 million, soit 0,6 % de la population. Ce chiffre sera inférieur de 20,3 % à la moyenne africaine.

L'économie de l'Afrique de l'Ouest devrait croître de 4,1 % en 2025, grâce aux réformes structurelles, à l'intégration régionale et à la diversité des stratégies économiques des principaux pays.¹⁷ Les pressions inflationnistes se sont atténuées, entraînant une baisse de l'inflation en fin de période et de l'inflation moyenne en 2024, qui pourrait se maintenir à 10,9 % en 2025. À l'exception du Ghana, de la Sierra Leone et du Nigeria, tous les pays devraient connaître une croissance de 5 % ou plus en 2025. Au Nigeria, la croissance économique la plus importante de la région devrait rester timide, reflétant l'impact négatif des programmes de stabilisation macroéconomique sur la consommation des ménages et l'activité des entreprises, ainsi que les défis structurels qui ont constamment entravé la croissance de la productivité.

La croissance économique en Afrique centrale devrait se modérer à 3,9 % en 2025 avant de remonter à 4,1 % en 2026, soutenue par le rebond attendu en Guinée équatoriale et la croissance régulière en République démocratique du Congo.¹⁸ L'économie de l'Afrique australe devrait croître de 3,0 % en 2025 et de 3,1 % en 2026. Ce rebond de la croissance marque la première fois depuis 2021 que la croissance de la région dépasse les 2 % et peut être attribué aux performances robustes prévues en Eswatini, en Zambie et au Zimbabwe, de 5 % ou plus, dans le cadre d'une reprise marquée après l'impact négatif sur la croissance d'une grave sécheresse en 2024. À l'exception de l'Afrique du Sud, de la Namibie et du Lesotho, les économies de la région devraient croître de 3 à 4 % en 2025.

II.4. Recommandations politiques pour 2025

Le changement climatique, l'inflation mondiale élevée et les fragilités persistantes des chaînes d'approvisionnement resteront des facteurs potentiels de ralentissement de la croissance en Afrique. Alors que l'inflation diminue progressivement, il sera primordial de mettre en œuvre une politique qui maintiendra la tendance à la baisse. Cette politique sera une combinaison de politique monétaire restrictive, de consolidation fiscale et de taux de change stables. Les pays africains sont invités à investir davantage dans le capital humain et à poursuivre une stratégie d'industrialisation et de diversification basée sur les ressources qui permette au continent d'exploiter ses avantages comparatifs et de renforcer sa résistance aux chocs. Les autres recommandations politiques sont les suivantes :

- i. Réformes des politiques macroéconomiques, telles que la coordination des politiques monétaires et fiscales pour stabiliser l'inflation et encourager les entrées de capitaux, ainsi que la mise en œuvre de mesures de viabilité de la dette telles que la restructuration préventive de la dette, la constitution de réserves de change et la mise en place de mécanismes de stabilisation financière.
- ii. Tirer parti de l'opportunité offerte par la zone de libre-échange continentale africaine pour réduire simultanément la dépendance à l'égard des produits de base et des importations en encourageant les chaînes de valeur régionales, la diversification économique et l'industrialisation, notamment en exploitant le potentiel des abondantes ressources naturelles de la sous-région, y compris les minerais essentiels. Cela est devenu nécessaire pour réduire les effets de la guerre tarifaire dans les grandes régions commerciales ;

¹⁷ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/africa-dominates-list-worlds-20-fastest-growing-economies-2024-african-development-bank-says-macroeconomic-report-68751#:~:text=West%20Africa:%20Growth%20is%20projected,of%20gains%20amid%20growing%20uncertainty.>

¹⁸ <https://www.afdb.org/en/documents/africas-macroeconomic-performance-and-outlook-january-2025>

- iii. Les investissements dans les soins de santé et l'éducation afin de renforcer le développement du capital humain, d'exploiter le dividende démographique et d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable ;
- iv. Les investissements dans des mécanismes appropriés et ciblés pour lutter contre l'extrême pauvreté, créer des emplois décents, mettre en place des systèmes de protection sociale et favoriser l'inclusion sociale, en particulier pour les jeunes et les femmes, afin d'accélérer également la réalisation des objectifs de développement durable ;
- v. S'attaquer aux causes profondes des problèmes structurels, renforcer la bonne gouvernance et promouvoir des mesures synergiques, complémentaires et intégrées conformément au lien entre la paix, la sécurité et le développement.
- vi. En Afrique centrale, les industries extractives ne sont pas à forte intensité de main-d'œuvre et tendent à ne pas créer suffisamment d'emplois pour la population jeune et croissante de la région. En raison de la baisse des réserves et des revenus pétroliers, le gouvernement centrafricain doit utiliser les revenus extractifs pour investir dans le capital humain et physique afin de construire des économies résilientes et inclusives.
- vii. La diversification, la croissance verte, les investissements substantiels dans les infrastructures et le renforcement de la coopération régionale seront essentiels pour stimuler l'activité économique et le commerce dans la région de l'Afrique du Nord.
- viii. D'autres recommandations essentielles préconisent d'accélérer la mobilisation des recettes nationales, d'améliorer l'environnement des entreprises et de donner la priorité aux investissements dans les infrastructures, le capital naturel et les envois de fonds de la diaspora afin de favoriser le développement de l'Afrique.
- ix. Les IFD ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre des recommandations, en travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements et les partenaires de développement. Il est donc nécessaire de donner à l'institution nationale de financement du développement (IFD) les moyens de jouer un rôle de catalyseur dans le financement du développement durable et des économies résilientes et à faible émission de carbone.

III. ACTIVITÉS DE L'AIAFD EN 2024

Les programmes et activités prévus par l'Association pour l'année 2024 ont été mis en œuvre avec succès. Ils comprenaient des activités statutaires et d'autres initiatives centrées sur le plaidoyer, le renforcement des capacités, la gestion des connaissances, la recherche et la gestion de l'information. Leur exécution a été adaptée aux ressources financières et humaines disponibles au sein du Secrétariat.

III.1. Communication et coopération

III.1.1. Communication

La performance de l'AIAFD en matière de communication s'est nettement améliorée en 2024. Le volume des publications a connu une progression significative, avec une augmentation de 100 % des produits de connaissance, de 43 % des articles, et de 33 % des bulletins d'information. Les publications sur les réseaux sociaux – Facebook, Twitter et LinkedIn – ont également enregistré une hausse de 2 %, tandis que le nombre d'abonnés a crû de 23 %, témoignant d'un engagement accru des parties prenantes. Par ailleurs, le site web de l'Association a connu une hausse remarquable de 154 % du nombre de visites, illustrant l'efficacité renforcée de la stratégie de communication numérique. Ces résultats traduisent l'engagement constant de l'AIAFD à améliorer ses canaux de communication et à élargir sa portée auprès de ses publics cibles.

Dans l'ensemble, les efforts déployés en 2024 ont permis une croissance notable sur l'ensemble des plateformes de l'Association. Cette dynamique positive reflète non seulement une stratégie de communication bien pensée, mais aussi la capacité de l'AIAFD à s'adapter aux évolutions du paysage numérique.

III.1.2. Coopération

En 2024, l'AIAFD a maintenu des partenariats solides avec plusieurs organisations clés, renforçant ainsi son rôle dans l'écosystème du financement du développement. Parmi ses partenaires figurent notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la Fédération mondiale des institutions de financement du développement (FEMIDE), l'Agence française de développement (AFD), l'initiative Finance en commun (FiCS), l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD), l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC), *Making Finance Work for Africa (MFW4A)*, *Investment Climate Reform (ICR) Facility*, l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI), *Centre for Sustainability Transition (CST)* de l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud), l'Université de St Andrews (Écosse, Royaume-Uni), Africa Finance Corporation (AFC), l'Association des institutions de financement du développement d'Asie et du Pacifique (ADFIAP), ainsi que l'Association latino-américaine des institutions de financement du développement (ALIDE), entre autres. Ces collaborations ont joué un rôle déterminant dans la promotion du financement du développement et dans la réponse aux besoins spécifiques des IFD africaines.

III.1.2.1. *Partenariats*

iv. Renforcement de la collaboration stratégique avec la Banque africaine de développement (BAD)

En 2024, l'AIAFD a consolidé son partenariat de longue date avec la BAD, qui a continué à soutenir des initiatives clés, notamment l'Assemblée annuelle de l'Association tenue à Nairobi, ainsi que d'autres engagements stratégiques. La collaboration avec le Département du développement du secteur financier de la BAD s'est particulièrement concentrée sur trois axes prioritaires : le financement de l'action climatique, l'accès aux services de la Banque, et l'alignement avec sa stratégie décennale.

L'AIAFD a intensifié ses efforts pour mobiliser les IFD nationales autour de l'action climatique, notamment à travers son Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) et son Forum des économistes, qui pilote des études de développement. Ces initiatives visent à promouvoir un avenir plus vert et une prospérité partagée sur le continent africain. Par ailleurs, l'Association a renforcé son engagement auprès des plateformes affiliées à la BAD, telles que l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et *Making Finance Work for Africa (MFW4A)*, afin de promouvoir un financement durable et un développement inclusif.

La BAD a réaffirmé son engagement à soutenir les IFD bien gouvernées et à participer activement aux activités de l'AIAFD, contribuant ainsi à renforcer les liens institutionnels et à favoriser une collaboration plus étroite avec les membres de l'Association.

v. *L'AIAFD et l'initiative Finance en commun – une coalition mondiale de banques publiques de développement*

En 2024, l'AIAFD a poursuivi son engagement actif au sein de l'initiative Finance en commun (FiCS), un partenariat mondial réunissant les banques publiques de développement (BPD) autour de l'objectif commun d'aligner les flux financiers sur les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris. L'Association a participé de manière stratégique à plusieurs réunions et initiatives clés. Lors de la réunion virtuelle du Comité exécutif de l'initiative FiCS, tenue le 23 juillet, l'AIAFD s'est jointe à plus de 100 parties prenantes mondiales pour discuter des résultats du G20, des préparatifs du Sommet FiCS 2025, ainsi que des initiatives visant à réduire le coût du capital pour les emprunteurs à faible revenu. Cette réunion a également permis de présenter le prochain appel à projets du *Finance in Common Lab* pour le financement de l'action climatique, et de confirmer la tenue du prochain sommet à Cape Town, en Afrique du Sud, du 26 au 28 février 2025, où l'AIAFD était appelée à jouer un rôle central.

L'AIAFD a également pris part à la réunion inaugurale du *Global Research Network (GRN)* sur les BPD, le 3 septembre 2024. Cette rencontre a mis en lumière la nécessité d'une contribution africaine renforcée à la recherche, et a défini quatre axes prioritaires de travail. La participation de l'AIAFD visait à accroître la représentation du continent et à favoriser la collaboration en amont du sommet de 2025.

Enfin, le 10 septembre 2024, l'AIAFD a participé à une réunion technique du GRN consacrée au développement d'une base de données mondiale sur les BPD. À cette occasion, le Secrétariat de l'AIAFD a présenté les travaux de l'Association et a invité les membres du réseau à participer au Forum des DG des IFD africaines de 2024, renforçant ainsi les partenariats et promouvant l'échange de connaissances au bénéfice de ses membres.

vi. *Collaboration entre l'AIAFD et AlHuda CIBE dans le domaine de la finance islamique*

En 2024, l'AIAFD a initié une collaboration stratégique avec *AlHuda Centre of Islamic Banking and Economics (CIBE)*, une institution basée aux Émirats arabes unis, dans le but d'explorer les opportunités offertes par la finance islamique et les mécanismes de financement alternatif pour les IFD africaines. Ce partenariat vise à sensibiliser les IFD membres aux principes et instruments de la finance islamique, à promouvoir la diversification des produits et services financiers, et à renforcer l'inclusion financière sur le continent. Il comprend également un volet de recherche appliquée dans le domaine de la finance islamique. Un protocole d'accord a été signé pour formaliser cette collaboration, accompagné de l'adoption d'un plan de travail pour l'année 2025. Cette initiative devrait permettre le développement de produits financiers innovants, adaptés aux contextes locaux, et contribuer à l'élargissement de l'accès au financement à travers des solutions conformes aux principes de la finance islamique.

vii. *Partenariat entre l'AIAFD et l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI)*

En 2024, l'AIAFD a renforcé ses efforts en matière de financement de l'action climatique grâce à un nouveau partenariat stratégique avec l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI). Lancée en

2020, l'AAI est une plateforme continentale dédiée à la sensibilisation, au renforcement des capacités et à la mobilisation de ressources pour l'adaptation climatique en Afrique. Ce partenariat vise à accroître le rôle des IFD nationales dans le financement de projets résilients au climat, notamment dans des secteurs clés tels que les villes intelligentes et l'agriculture durable. Un protocole de coopération technique (PCT) a été signé entre l'AIAFD et l'AAI afin de rendre cette collaboration pleinement opérationnelle. L'AAI a activement participé au Forum des DG des IFD africaines 2024, contribuant aux discussions sur le thème : « Financement de la transition énergétique et de la résilience au changement climatique : Quel est l'état de préparation des institutions africaines ? »

De plus, l'AIAFD et l'AAI ont élaboré un plan de travail conjoint pour 2025, aligné sur le programme de renforcement des capacités de l'AIAFD. Ce plan permettra d'intensifier les actions liées au financement de l'adaptation climatique, consolidant ainsi l'engagement de l'AIAFD à accompagner les IFD africaines dans la construction d'un avenir plus vert, plus résilient et plus inclusif.

viii. Partenariat entre l'AIAFD et le Centre for Sustainability Transitions (CST) pour renforcer la préparation des projets en Afrique

La préparation de projets demeure l'un des principaux défis entravant la capacité des IFD africaines à proposer des projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD) et les programmes de lutte contre le changement climatique. Pour combler cette lacune, l'AIAFD a établi un partenariat stratégique avec le *Centre for Sustainability Transitions (CST)* de l'Université de Stellenbosch, en Afrique du Sud. Ce partenariat vise à renforcer les capacités des IFD en matière de préparation de projets, en particulier dans les phases amont du développement d'infrastructures. Ces premières étapes, souvent marquées par des contraintes liées à la demande, constituent un obstacle majeur à la constitution d'un portefeuille de projets bancables à l'échelle du continent. En réponse, cette collaboration permettra de doter les IFD des outils et compétences nécessaires pour générer une réserve solide de projets d'infrastructure prêts à être financés.

Dans ce cadre, l'AIAFD et le CST mèneront conjointement un projet de recherche destiné à élaborer une feuille de route pour améliorer les cadres de préparation de projets et renforcer la préparation institutionnelle des IFD. Cette initiative devrait produire des résultats significatifs pour faire progresser le développement d'infrastructures durables et soutenir l'ensemble de l'écosystème du financement du développement en Afrique.

ix. Partenariat entre l'AIAFD et l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD) pour la création d'IFD africaines axées sur la durabilité

En 2024, l'AIAFD a poursuivi son partenariat stratégique avec l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD). Ce partenariat vise à renforcer la résilience des IFD et leur capacité à remplir efficacement leurs mandats de développement. L'AIAFD et ses membres ont activement participé à la Conférence mondiale sur le financement durable (CMFD) annuelle, organisée les 21 et 22 novembre 2024 à Karlsruhe, en Allemagne, en collaboration avec l'ADFIMI et l'ADFIAP. L'événement a mis l'accent sur l'intégration de la durabilité holistique dans les opérations des institutions financières, en présentant des étapes concrètes pour ancrer la durabilité dans leurs pratiques de gestion.

Par ailleurs, l'AIAFD a continué à promouvoir la certification en durabilité à travers le programme SSCI (Sustainability Standards and Certification Initiative), un programme phare d'EOSD. Cette certification dote les IFD d'outils leur permettant de se préparer aux défis futurs, de mobiliser des capitaux innovants et de canaliser efficacement les ressources vers des objectifs de développement durable. Elle contribue également à renforcer leur résilience face aux chocs macroéconomiques tout en soutenant les objectifs environnementaux. De nombreux membres de l'AIAFD se sont engagés dans le processus de certification SSCI, avec le soutien actif de l'Association tout au long des étapes de candidature et de mise en œuvre. Ce partenariat renforce l'engagement de l'AIAFD en faveur du financement durable et permet à ses membres d'attirer davantage d'investissements tout en maximisant leur impact sur le développement.

x. Interaction avec des parties prenantes et des membres

Afin de garantir que les objectifs de l'Association et les propositions de valeur offertes à ses membres soient pleinement respectés, l'AIAFD a maintenu un engagement constant avec ses membres et ses parties prenantes tout au long de l'année. Ces interactions régulières ont permis d'assurer que les services et programmes mis en œuvre répondaient effectivement aux besoins exprimés par les membres. Au-delà de la simple prestation de services, ces échanges ont contribué à renforcer les relations institutionnelles, à approfondir l'engagement des membres et à consolider le partenariat avec les parties prenantes.

III.1.2.2. Durabilité et programmes de développement durable

L'intégration de la durabilité demeure un axe stratégique majeur pour l'AIAFD. En 2024, l'Association a poursuivi l'alignement de ses programmes et activités sur les ODD et les engagements en faveur de la neutralité carbone. À travers son Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) et d'autres initiatives, l'AIAFD a intensifié ses efforts de sensibilisation aux enjeux climatiques et à la durabilité, tout en promouvant des solutions concrètes adaptées aux réalités africaines. Ces engagements ont été mis en lumière lors de l'Assemblée annuelle 2024, du Forum des IFD africaines, ainsi que dans d'autres programmes phares de l'Association au cours de l'année.

Par ailleurs, le Secrétariat de l'AIAFD a formalisé un partenariat avec l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI) et a poursuivi les discussions avec d'autres acteurs clés du financement de l'action climatique, notamment le *Global Center on Adaptation (GCA)* et le *Global Green Growth Institute (GGGI)*. Ces démarches visent à renforcer le soutien aux IFD membres dans la mise en œuvre de leurs actions climatiques. Ces efforts témoignent du rôle de leadership de l'AIAFD dans la promotion du financement durable et de son engagement à positionner les IFD africaines comme des acteurs clés dans la construction d'un avenir plus vert, plus inclusif et résilient.

xi. Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) de l'AIAFD

Le Groupe de travail sur le changement climatique (GTCC) de l'AIAFD a été particulièrement actif en 2024. Il a organisé plusieurs réunions virtuelles au cours de l'année, ainsi qu'une réunion en présentiel le 26 mai à Nairobi, au Kenya. Ces rencontres ont permis l'adoption d'un plan d'action stratégique visant à renforcer le rôle des IFD africaines dans le financement de l'action climatique. Ce plan comprend notamment la réalisation d'une analyse des lacunes pour évaluer l'état de préparation des membres à mobiliser des financements en faveur de l'action climatique, la création d'une plateforme numérique pour faciliter l'échange de connaissances en temps réel, ainsi que l'engagement auprès des entités internationales de financement de l'action climatique afin de plaider en faveur des IFD africaines. L'analyse des lacunes, menée au cours du dernier trimestre de 2024, fournira une base essentielle pour orienter les futures interventions de l'AIAFD et établir des partenariats ciblés dans le domaine du financement de l'action climatique.

xii. Forum des économistes de l'AIAFD (FE-AIAFD)

Dans le cadre de son initiative visant à intensifier les activités de recherche et les études socio-économiques, l'AIAFD a lancé en 2024 le Forum des économistes (FE-AIAFD). Cette plateforme a été conçue pour permettre aux économistes et aux professionnels exerçant des fonctions connexes au sein des IFD de collaborer sur les enjeux liés au financement du développement. Le FE-AIAFD vise à renforcer la production de connaissances, à stimuler le dialogue politique et à enrichir les travaux de l'Association. La réunion inaugurale du Forum s'est tenue par visioconférence le 25 septembre 2024, réunissant 39 participants. Par ailleurs, le Forum a organisé un événement parallèle lors du Forum des DG des IFD africaines de l'AIAFD 2024 à Maurice, au cours duquel les discussions ont porté sur le rôle des IFD dans la création de réserves de projets d'infrastructure bancables en Afrique.

III.1.2.3. Renforcement des IFD avec des outils et mécanismes appropriés

xiii. Le mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation)

L'AIAFD a poursuivi ses efforts pour renforcer la capacité institutionnelle des IFD grâce à son instrument d'évaluation phare : le mécanisme NDPSE (normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation). Le 14^e exercice de révision et de notation par les pairs, mené à l'aide de ce mécanisme, s'est concentré sur quatre domaines clés : la gouvernance, la gestion opérationnelle, la gestion financière et l'impact sur le développement. Au total, 29 IFD ont participé à l'exercice d'autoévaluation de 2024. Le processus comprenait des autoévaluations internes validées par des commissaires aux comptes, puis examinées par un consultant indépendant afin de déterminer l'indice de conformité de chaque institution. Les IFD ayant obtenu un score de 80 % ou plus ont été évaluées sur leur impact en matière de développement et classées en trois catégories : A (très rassurant), B (rassurant) et C (passable, avec des domaines à améliorer).

Les résultats de l'exercice 2024 ont révélé des progrès significatifs dans tous les domaines de performance. La conformité en matière de gouvernance a atteint 93 %, celle des opérations 89 %, et celle de la gestion financière 87 %, portant la conformité globale à 90 %, contre 86 % les années précédentes. Huit secteurs ont enregistré un niveau de conformité très élevé (90 % et plus), notamment l'adéquation des fonds propres, la comptabilité et les pratiques de gouvernance. L'impact sur le développement, bien que légèrement inférieur (79 %), est resté dans une zone de conformité élevée. Sur les 26 IFD éligibles à la notation, 24 ont été évaluées : 13 ont été classées dans la catégorie A, 10 dans la catégorie B, et 1 dans la catégorie C. Ces résultats témoignent de la maturité institutionnelle croissante des IFD africaines et de leur engagement envers les meilleures pratiques en matière de gouvernance, de gestion et d'impact.

Afin de garantir l'efficacité et la crédibilité du mécanisme NDPSE, le Conseil d'administration de l'AIAFD a décidé que l'exercice d'autoévaluation serait désormais réalisé tous les deux ans à partir de 2026. Cette décision fait suite aux retours des membres, qui ont exprimé le besoin de disposer de plus de temps pour combler les lacunes identifiées avant la prochaine évaluation. Ce changement permettra également de renforcer la sensibilisation des institutions qui n'ont pas encore participé à l'exercice, en soulignant l'importance de leur engagement dans le processus. Par ailleurs, le Conseil d'administration a proposé l'introduction de frais d'évaluation afin de contribuer à la couverture des coûts supportés par le Secrétariat dans la conduite de l'exercice d'autoévaluation à l'aide du mécanisme.

Le mécanisme NDPSE demeure un outil essentiel pour identifier les forces et faiblesses institutionnelles, et renforcer les capacités des IFD africaines.

xiv. Renforcement des capacités à travers la plateforme de gestion de l'apprentissage (LMS) de l'AIAFD

En 2024, l'AIAFD a franchi une étape importante dans l'expansion de ses initiatives de renforcement des capacités grâce à l'opérationnalisation de son système de gestion de l'apprentissage (LMS). Cette plateforme de formation en ligne, conçue pour l'auto-apprentissage, vise à améliorer les compétences et les connaissances du personnel des IFD.

L'Association a lancé une série de cours en ligne axés sur des thématiques clés du financement durable, notamment le financement de l'action climatique, l'égalité de genre dans le financement, et l'évaluation des risques environnementaux. Certains de ces modules sont proposés en partenariat avec l'AFD et ICR Facility, et sont accessibles gratuitement. Les cours sont ouverts aux professionnels des IFD, des institutions financières et des agences de développement. Par ailleurs, l'AIAFD a entamé le développement d'un nouveau cours autodidacte sur les fondements de la banque et du financement du développement. Ce cours, cofinancé par le programme COPAR de l'AFD, sera hébergé sur la plateforme LMS et devrait être disponible au deuxième trimestre 2025.

Ces initiatives illustrent l'engagement de l'AIAFD à fournir des formations accessibles, pertinentes et de qualité, contribuant ainsi au développement des compétences et à la croissance institutionnelle des IFD africaines.

III.2. Activités de renforcement des capacités

III.2.1. Activités de renforcement des capacités 2024

En 2024, l'AIAFD a organisé 25 activités de formation, contre 28 en 2023, marquant une légère baisse du nombre de programmes. Ces activités comprenaient 19 ateliers axés sur les compétences, 5 séminaires sur les politiques, ainsi qu'une visite d'étude. Au total, 840 professionnels ont participé à ces programmes, soit une diminution de 21 % par rapport au niveau de participation enregistré l'année précédente. Cette baisse s'explique en grande partie par un environnement macroéconomique difficile dans plusieurs pays membres, qui a également affecté les capacités de financement de certaines IFD nationales. Malgré ce contexte contraignant, le Secrétariat a su répondre aux attentes des membres, comme en témoigne le retour positif issu de l'enquête de satisfaction menée à l'issue des formations.

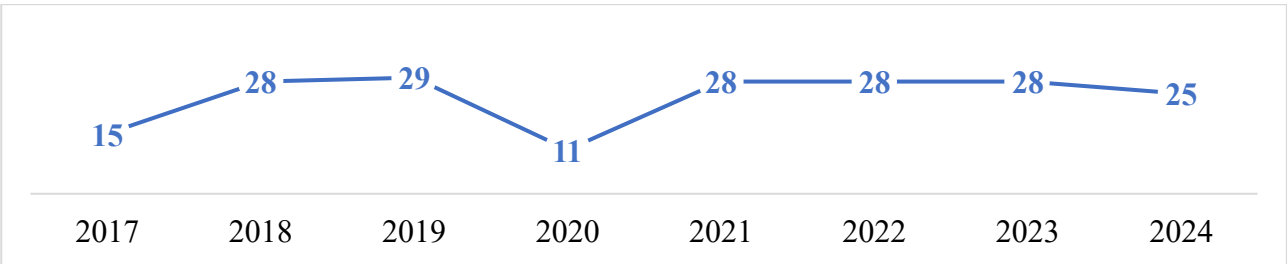
III.2.2. Tendance des activités de renforcement des capacités de l'AIAFD

Tableau 1 : Résumé des activités de formation mises en œuvre par l'AIAFD entre 2002 et 2024

Année	Activités de formation				Total Activités (A)	Total Participants (P)	Moyenne (P) / (A)
	Ateliers axés sur les compétences	Séminaires sur les politiques	Visites d'étude	Webinaires			
2002	-	1	-	-	4	126	32
2003	3	2	-	-	5	116	23
2004	3	1	-	-	4	139	34
2005	4	1	-	-	5	192	38
2006	2	1	-	-	3	186	62
2007	1	2	-	-	3	236	78
2008	0	2	-	-	2	135	67
2009	1	3	-	-	4	248	62
2010	9	2	1	-	12	362	30
2011	9	2	1	-	12	388	32
2012	6	4	3	-	13	522	40
2013	6	4	1	-	11	396	36
2014	12	5	1	-	18	642	36
2015	10	2	3	-	15	449	29
2016	10	3	2	-	15	723	48
2017	11	3	1	-	15	694	46
2018	25	2	1	-	28	724	26
2019	22	4	3	-	29	812	28
2020	3	0	0	8	11	621	56

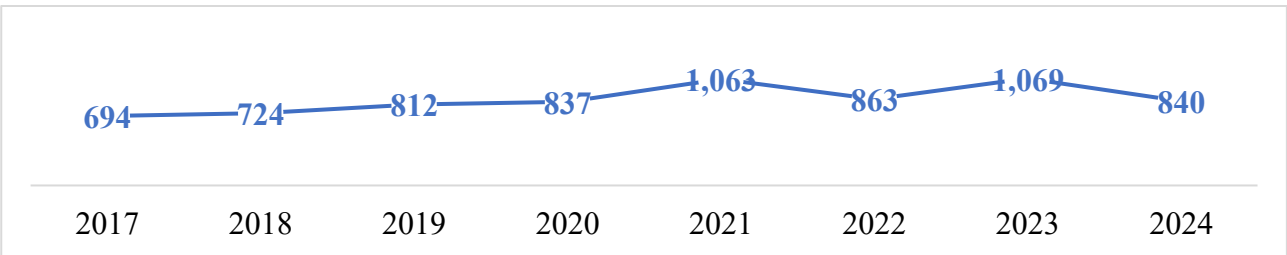
Année	Activités de formation				Total Activités (A)	Total Participants (P)	Moyenne (P) / (A)
	Ateliers axés sur les compétences	Séminaires sur les politiques	Visites d'étude	Webinaires			
2021	5	0	0	23	28	1 173	38
2022	18	8	2	-	28	863	31
2023	19	6	3	0	28	1 069	38
2024	19	5	1	0	25	840	34
Total	198	63	23	31	315	11 557	-

Figure 1 : Tendances des activités de renforcement des capacités organisées de 2017 à 2024



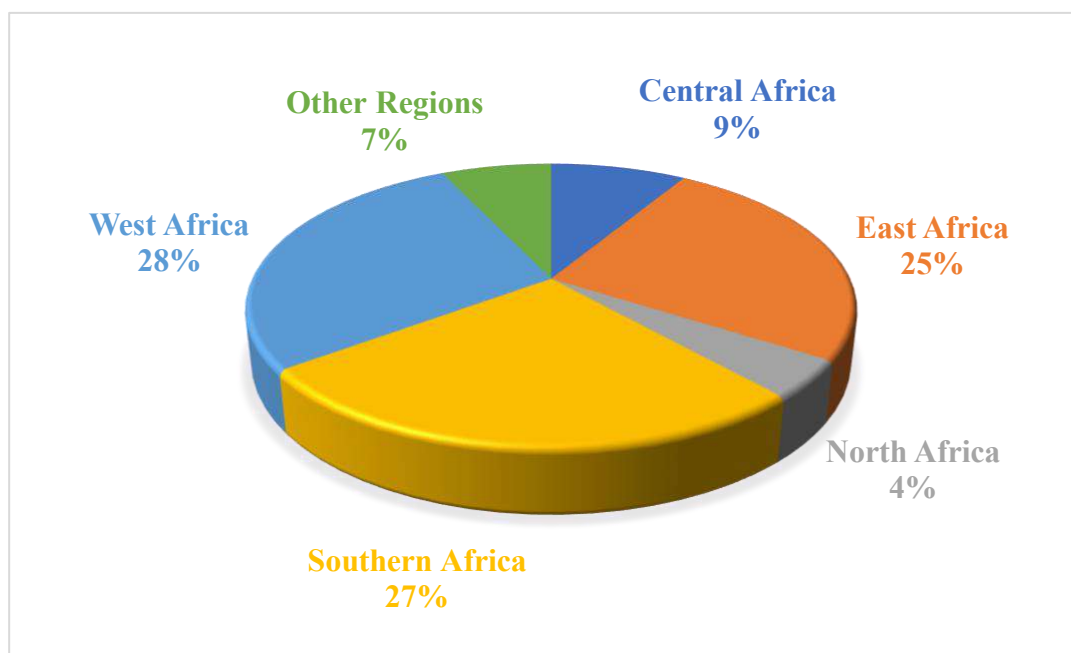
La figure 1 illustre une tendance générale à la hausse du nombre d'activités de formation organisées par l'AIAFD au fil des années, passant de 15 en 2017 à un pic de 29 en 2019. Cette dynamique a été brutalement interrompue en 2020, année marquée par une forte baisse à 11 activités, en raison de l'impact mondial de la pandémie de COVID-19. Toutefois, les chiffres ont rapidement rebondi dès 2021, atteignant 28 activités, un niveau qui s'est maintenu jusqu'en 2023, témoignant d'une reprise vigoureuse et d'une continuité dans les efforts organisationnels. En 2024, une légère baisse a été enregistrée, avec 25 activités, reflétant les défis liés à un environnement opérationnel plus contraignant. Dans l'ensemble, le graphique met en évidence un parcours marqué par la croissance, une perturbation majeure, puis une résilience soutenue dans les efforts de renforcement des capacités sur une période de huit ans.

Figure 2 : Niveaux de participation aux activités de renforcement des capacités de l'AIAFD de 2017 à 2024



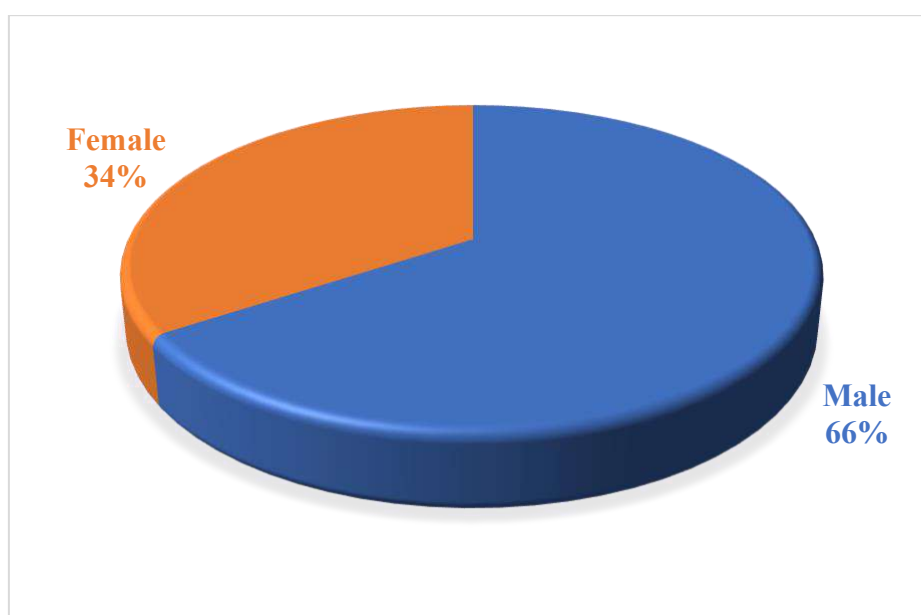
La figure 2 présente l'évolution du nombre de participants aux activités de renforcement des capacités organisées par l'AIAFD entre 2017 et 2024. La participation est passée de 694 en 2017 à 724 en 2018, puis à 812 en 2019, traduisant une croissance régulière. Un pic notable a été enregistré en 2021 avec 1 063 participants, marquant une reprise dynamique après la perturbation causée par la pandémie. En 2022, la participation a légèrement diminué à 863, avant de rebondir à 1 069 en 2023. En 2024, une baisse modérée a été observée, avec 840 participants. Malgré ces fluctuations, la tendance générale sur la période 2017-2024 reste positive, avec une moyenne de 863 participants par an, ce qui témoigne de l'intérêt soutenu pour les programmes de renforcement des capacités de l'AIAFD.

Figure 3 : Participation aux activités de renforcement des capacités de l'AIAFD par régions africaines en 2024



La figure 3 présente la répartition régionale des participants aux activités de l'AIAFD en 2024. L'Afrique de l'Ouest arrive en tête avec 28 % des participants, dépassant légèrement l'Afrique australe, qui en représente 27 % et qui occupait la première place en 2023. L'Afrique de l'Est suit de près avec 25 %, ce qui montre que ces trois régions concentrent à elles seules la grande majorité de la participation. En comparaison, l'Afrique centrale représente 9 % des participants, tandis que l'Afrique du Nord affiche la plus faible représentation régionale avec seulement 4 %. Enfin, 7 % des participants proviennent de régions extérieures aux principales zones géographiques africaines.

Figure 4 : Participation aux activités de renforcement des capacités de l'AIAFD par sexe en 2024



La figure 4 illustre la répartition par sexe des participants aux activités de l'AIAFD en 2024. Elle révèle que les hommes représentent 66 % des participants, contre 34 % pour les femmes. Cet écart significatif entre les sexes reflète une tendance déjà observée l'année précédente, soulignant la persistance d'un déséquilibre en matière de participation. Consciente de cette disparité, l'AIAFD, à travers son Secrétariat, s'engage activement à promouvoir une plus grande inclusion des femmes dans ses programmes de renforcement des capacités.

III.2.3. Appui reçu pour la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités 2024

En 2024, malgré des contraintes de ressources, l'AIAFD a poursuivi la mise en œuvre de son programme de renforcement des capacités grâce au soutien précieux de ses partenaires et institutions membres. L'Association exprime sa profonde gratitude à toutes les organisations qui ont contribué au succès de ses activités de formation et de développement tout au long de l'année. Parmi les partenaires clés figurent *Development Bank of Southern Africa (DBSA)*, la Banque africaine de développement (BAD), *Export-Import Bank of India (Exim Bank of India)*, l'Agence française de développement (AFD) et *ICR Facility*. D'autres institutions membres ont également joué un rôle déterminant, notamment *Development Bank of Mauritius (DBM)*, *Kenya Development Corporation (KDC)*, *Agriculture Finance Corporation (AFC)*, *Kenya Industrial Estates (KIE)* et *Uganda Development Bank (UDB) Ltd*.

Ce soutien collectif a permis à l'AIAFD d'offrir à ses membres des opportunités de formation et de partage de connaissances pertinentes, accessibles et de grande qualité.

III.2.4. Contribution de l'AIAFD au développement communautaire en Côte d'Ivoire – Acquisition de compétences et connaissances

Le Secrétariat de l'AIAFD a réaffirmé son engagement en faveur du développement des compétences en Côte d'Ivoire en offrant des opportunités de stage à des étudiants et jeunes diplômés. Cette initiative vise à doter les stagiaires d'une expérience pratique précieuse au sein de l'environnement professionnel de l'Association, contribuant ainsi à combler le fossé entre la formation académique et les exigences du monde du travail. À travers ce programme, les stagiaires acquièrent des compétences concrètes, renforcent leur confiance professionnelle et améliorent leur employabilité. En 2024, cinq jeunes ont bénéficié de cette opportunité, illustrant l'engagement continu de l'AIAFD en faveur de l'autonomisation des jeunes et du renforcement des capacités locales.

III.3. Activités statutaires

Les activités statutaires de l'Association sont les réunions du Conseil d'administration, les Assemblées générales, et les activités du Secrétariat général. Les activités de ces organes ont été organisées avec succès en 2024.

III.3.1. 50^e Assemblée générale ordinaire (AGO)

La 50^e Assemblée générale ordinaire (AGO) de l'AIAFD s'est tenue le 27 mai 2025 à Kenyatta International Conference Center (KICC) à Nairobi, au Kenya. Cette session marquante a permis de faire le point sur les activités de l'Association en 2024, d'approuver les décisions du Conseil d'administration, et de définir les orientations stratégiques pour 2025. L'AGO a également validé les préparatifs de l'Assemblée annuelle 2025, qui coïncidera avec la célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD, marquant un demi-siècle d'engagement en faveur du financement du développement en Afrique. L'événement a réuni plus de 150 participants, dont des directeurs généraux et cadres supérieurs d'institutions membres, des partenaires stratégiques, des parties prenantes clés et des observateurs.

III.3.2. Atelier annuel 2024

L'Atelier annuel 2024 de l'AIAFD s'est tenu le 27 mai 2024 à Kenyatta International Conference Center (KICC) à Nairobi, au Kenya, sur le thème : « *Une feuille de route pratique pour l'accès des IFD africaines aux fonds verts* ». Organisé en marge de l'Assemblée annuelle de l'Association, cet atelier a rassemblé plus de 200 participants, dont des directeurs généraux, des cadres supérieurs d'institutions membres, ainsi que des représentants de partenaires, parties prenantes clés et observateurs. L'événement a été organisé en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD).

III.3.3. Forum des DG des IFD africaines 2024

Le Forum des DG des IFD africaines 2024 s'est tenu du 4 au 6 novembre 2024 à Ébène, à Maurice, sur le thème « *Soutenir le financement du développement en Afrique : perspectives d'avenir* ». L'objectif général du Forum était de discuter de la manière de soutenir le financement du développement en Afrique, compte tenu des vastes besoins de financement pour les investissements dans les secteurs critiques, estimés à 402 milliards de dollars par an jusqu'en 2030.

L'événement a enregistré la participation active de plus de 150 délégués, parmi lesquels des directeurs généraux et des cadres supérieurs des institutions de financement du développement (IFD) d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'autres régions, des représentants d'institutions multilatérales de financement du développement (IMF), des fonctionnaires des ministères de tutelle des IFD, ainsi que des représentants des banques centrales, des bourses et des opérateurs de marchés de capitaux.

Vingt-huit (28) pays étaient représentés, à savoir l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bénin, le Botswana, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la France, le Ghana, l'Inde, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Maroc, Maurice, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, la Russie, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe.

III.3.4. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'AIAFD a tenu quatre réunions ordinaires, conformément aux dispositions des Statuts de l'Association et au plan de travail annuel du Conseil. La participation des membres du Conseil d'administration aux réunions est illustrée dans le tableau ci-dessous :

BUREAU					
Nom, institution et pays	Intitulé du poste	Date de la réunion			
		28 fév.	26 mai	30 août	4 nov.
M. Thabo Thamane (CEDA, Botswana)	Président	✓	✓	✓	✓
Mme Patricia Ojangole (UDBL, Ouganda)	1 ^{ère} vice-présidente	✓	✓	✓	✓
M. Abdelouahab Boushaba (TEF, Maroc)	2 ^e vice-président	✓	✓	✓	✓

REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX								
Nom, institution et pays	Date de la réunion							
	28 fév.		26 mai		30 août		4 nov.	
	Rép.	Sup.	Rép.	Sup.	Rép.	Sup.	Rép.	Sup.
Afrique australe								
M. Dumisani Msibi (FINCORP, Eswatini)	✓		✓		✓		✓	
Mme Boitumelo Mosako (DBSA, Afrique du Sud)				✓		✓		✓
Afrique de l'Est								
Dr. Parmain Ole Narikae (KIE, Kenya)	✓		✓					
M. Frank Nyabundege (TADB, Tanzanie)		✓		✓	✓		✓	
Mme Norah Ratemo (KDC, Kenya)				Élue		✓		

REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX								
Nom, institution et pays	Date de la réunion							
	28 fév.		26 mai		30 août		4 nov.	
	Rép.	Sup.	Rép.	Sup.	Rép.	Sup.	Rép.	Sup.
Afrique du Nord								
Mme Houda Ammar Attaya (STB, Tunisie)	✓				✓			
Mme Mariem Dkhil (GCAM, Maroc)								
Afrique de l'Ouest								
M. Samuel Sarpong (NIB, Ghana).	✓		✓					
Dr. Olasupo Olusi (BOI, Nigeria)		✓		✓	✓*		✓*	
Afrique centrale								
M. Bertin M. Tshisekedi (FPI, RDC)	✓		✓					
M. Pierre Mupira (BNDE, Burundi)				Élu				✓
Membres spéciaux et d'honneur								
M. Anthony Ehimare (BIDC, Togo)	✓				✓		✓	
M. Saïd Berbale (BMICE, Tunisie)								

* *Représenté(e)*

III.3.5. Secrétariat général

En 2024, le Secrétariat général de l'AIAFD a assuré la continuité des programmes et services essentiels de l'Association. Toutefois, malgré une exécution efficace des responsabilités opérationnelles, certaines activités ont été entravées par des défis majeurs, affectant la mise en œuvre globale des initiatives prévues. Parmi les principaux obstacles rencontrés figurent :

- Pressions macroéconomiques :** L'inflation persistante et la volatilité des taux de change dans plusieurs pays membres ont eu un impact direct sur les opérations des institutions nationales, réduisant leur capacité à participer activement aux programmes de l'AIAFD.
- Faible participation à l'exercice d'autoévaluation à l'aide du mécanisme NDPSE :** Le nombre d'institutions ayant pris part à l'exercice d'autoévaluation a diminué de manière significative. Malgré plusieurs prolongations de délais et relances, la majorité des IFD nationales n'ont pas soumis les résultats de leur autoévaluation en 2024.
- Participation réduite aux programmes :** Une baisse générale de la participation a été observée, notamment parmi les membres francophones, dont la représentation dans les activités de formation est restée limitée.
- Perturbations techniques :** Les opérations du Secrétariat ont été affectées par des coupures fréquentes d'électricité et une panne majeure d'Internet en Côte d'Ivoire, qui a notamment perturbé la tenue d'un programme de formation prévu.
- Contraintes liées aux visas et aux déplacements :** Des difficultés d'obtention de visas pour certaines nationalités ont conduit à la relocalisation d'un programme initialement prévu dans un autre pays à Abidjan.

IV. MISSIONS

IV.1. Missions du président

Le président, M. Thabo Thamane, a participé à l'Assemblée annuelle de l'AIAFD qui s'est tenue du 25 et 28 mai 2024 à Nairobi, au Kenya, et a présidé la 112^e réunion du Conseil d'administration et la 50^e Assemblée générale ordinaire de l'Association.

IV.2. Missions du secrétaire général

Le secrétaire général de l'AIAFD a coordonné le Programme pour cadres sur les IFD axées sur la durabilité, organisé par *Uganda Development Bank (UDB) Ltd.*, qui s'est tenu du 23 au 24 janvier 2024, avec la participation de 35 dirigeants d'IFD.

Il a également coordonné et pris part à l'Assemblée annuelle 2024 de l'AIAFD, organisée du 25 au 28 mai à Nairobi, au Kenya.

Le secrétaire général a représenté l'AIAFD à la réunion du Conseil des gouverneurs de la Fédération mondiale des IFD, organisée en marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale, le 24 octobre 2024 à Washington DC.

Il a coordonné et pris part au Forum des DG des IFD africaines organisé par l'AIAFD et abrité par *Development Bank of Mauritius (DBM)* du 4 au 6 novembre 2024 à Ébène, à Maurice.

Enfin, il a participé à la Conférence mondiale sur le financement durable (CMFD), qui s'est déroulée les 21 et 22 novembre 2024 à Karlsruhe, en Allemagne. Cet événement, organisé en partenariat avec l'ADFIMI, l'ADFIAP et l'Organisation européenne pour le développement durable (EOSD), a mis l'accent sur la transformation de la durabilité en levier de croissance pour les entreprises.

V. NOUVELLES ADHÉSIONS

En 2024, l'AIAFD a poursuivi l'expansion de son empreinte continentale en accueillant sept nouvelles institutions membres, toutes engagées à faire progresser le financement du développement en Afrique. Les nouvelles institutions membres sont les suivantes :

- *National Development Bank (NDB)*, Botswana,
- *Industrial Development Corporation of Zimbabwe (IDCZ)*, Zimbabwe,
- Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement (FIGA), Congo Brazzaville,
- Société de Garantie des Crédits aux PME (SGPME), Côte d'Ivoire,
- *Uganda Development Corporation (UDC)*, Ouganda,
- *The Microfinance Support Centre (MSC) Ltd.*, Ouganda
- *Eswatini Housing Board (EHB)*, Eswatini.

Ces adhésions témoignent de l'attractivité croissante de l'Association en tant que plateforme de référence pour l'échange de connaissances, le renforcement institutionnel et l'action collective.



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
NAIROBI, KENYA
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/6



NOUVELLES ADHÉSIONS À L' AIAFD

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT
DU DÉVELOPPEMENT
(AIAFD)**

CONFIDENTIEL

POUR EXAMEN

AIAFD/2025/51/AGO/6

16 mai 2025

Original : Anglais

MEMORADUM

À la : 51^e Assemblée générale ordinaire

Du : Conseil d'administration

Objet : Nouvelles adhésions à l'AIAFD

Introduction

1. Les institutions ci-dessous ont achevé le processus d'adhésion à l'AIAFD et sont admises en conséquence comme membres.

N°	Institution	Date de création	Mission
1.	African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI)	2000	Transformer le risque africain en opportunité – tout en repensant le risque– par la prestation des produits d'assurance et financiers innovants, en partenariat avec les secteurs privé et public.
2.	Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), Mali	1981	Contribuer activement au développement économique et social du pays, en particulier dans le secteur agricole et rural.
3.	<i>Enterprise Investment Fund Namibia (EIFN)</i> , Namibie	1992	Promouvoir le développement économique durable de la Namibie par l'investissement et la promotion d'activités et de projets qui protègent et préservent les ressources naturelles et environnementales du pays.
4.	Eswatini Housing Board (EHB), Eswatini	1988	Promouvoir l'accession à la propriété en fournissant à la nation des produits et des services de qualité en matière de logement.
5.	Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement (FIGA), Congo Brazzaville,	2019	Mettre au profit des promoteurs d'idées de projets et des chefs d'entreprises des services non financiers et financiers nécessaires à la création et au développement de leurs entreprises.
6.	<i>Fundo de Garantia de Crédito (FGC)</i> , Angola	2012	Faciliter l'accès au financement pour les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, en émettant des garanties de crédit.
7.	L'Africaine des garanties et du cautionnement (AFGC), Bénin	2014	Proposer des produits de garanties bancaires, de cautionnements et de prêts aux porteurs de projets béninois, dans un premier temps et à ceux de toute la zone UEMOA ultérieurement, principalement pour la cible PME/PMI.

N°	Institution	Date de création	Mission
8.	Société de Garantie des Crédits aux PME (SGPME), Côte d'Ivoire	2022	Garantir les crédits consentis par les établissements bancaires aux très petites entreprises, aux petites et moyennes entreprises, et aux entreprises à taille intermédiaire dont le capital est détenu à plus de 50 % par des nationaux ivoiriens.
9.	Somali Development and Reconstruction Bank (SDRB), Somalia	1980	Soutenir la reconstruction économique et le développement durable de la Somalie.
10.	<i>The Microfinance Support Centre (MSC) Ltd.</i> , Ouganda	2001	Offrir des services de microfinance abordables grâce à une gestion efficace et à une distribution optimisée des fonds de développement publics et partenaires, en renforçant l'accès et les capacités des institutions au service des pauvres économiquement actifs.
11.	<i>Uganda Development Corporation (UDC)</i> , Ouganda	1952	Réaliser des investissements à long terme dans des secteurs stratégiques de l'économie afin de stimuler le développement industriel et économique et de favoriser ainsi la croissance du secteur privé.

Conclusion

2. L'Assemblée générale est invitée à ratifier l'adhésion des nouveaux membres de l'AIAFD.



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/7



NOTE SUR LES ÉLECTIONS



Créée en 1975
Established in 1975

06 B.P. 321 ABIDJAN 06
Côte d'Ivoire

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES
DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**
**ASSOCIATION OF AFRICAN DEVELOPMENT
FINANCE INSTITUTIONS**

**50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE
26 MAI 2025**

AIAFD/2025/51/AGO/8



DATE ET LIEU DE LA 52^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

**ASSOCIATION DES INSTITUTIONS AFRICAINES DE FINANCEMENT
DU DÉVELOPPEMENT
(AIAFD)**

CONFIDENTIEL

POUR EXAMEN

AIAFD/2025/51/AGO/8

16 mai 2025

Original : Anglais

MEMORADUM

À la : 51^e Assemblée générale ordinaire
Du : Conseil d'administration
Objet : Date et lieu de la 52^e Assemblée générale ordinaire

Article IV. Assemblée générale : Réunions¹⁹

SECTION 1 : Assemblée générale ordinaire.

La réunion ordinaire de l'Assemblée générale se tient une fois par an, au cours du second trimestre du calendrier civil, au Siège de l'Association ou au besoin dans un autre lieu désigné à cet effet par le Conseil d'administration.

SECTION 2 : Notification des Assemblées ordinaires.

La convocation à toute réunion ordinaire de l'Assemblée générale est adressée, au nom du président, par le secrétaire général à chaque membre ordinaire, membre associé, membre spécial et membre d'honneur par lettre ou courriel ou tout autre message électronique adressé au moins quarante jours avant la date à laquelle cette réunion doit se tenir, à la dernière adresse postale ou électronique connue de chaque membre, cette convocation indiquant l'heure et le lieu de cette réunion et son ou ses objectifs.

1. Il convient de rappeler que l'Assemblée générale avait décidé lors de sa 44^e réunion ordinaire de continuer à tenir les Assemblées annuelles de l'AIAFD au même endroit que les Assemblées annuelles de la BAD après avoir discuté du point de son ordre du jour relatif à la question de la tenue de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD en dehors des Assemblées annuelles de la BAD.
2. Il a été observé que la tenue des réunions de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD en marge des Assemblées annuelles de la BAD, entre autres raisons, facilitait la participation des délégués aux Assemblées annuelles de la BAD en tant qu'observateurs. Cela favorise également les contacts avec des représentants des IFD non-membres de l'AIAFD qui assistent aux Assemblées annuelles de la BAD afin de les recruter comme membres de l'Association.
3. L'Assemblée générale est donc invitée à
 - i. approuver la tenue de sa 52^e réunion ordinaire au même endroit que les Assemblées annuelles de la BAD en 2026 ; et
 - ii. autoriser le Conseil d'administration à déterminer la date et le lieu de la réunion et les communiquer aux institutions membres.

¹⁹ Article du Règlement intérieur de l'AIAFD



DIVERS



ANNEXES

Annexe 1

Suivi des décisions prises lors de la 50^e Assemblée générale ordinaire

	POINTS DE L'ORDRE DU JOUR	DÉCISIONS	ACTIONS DE SUIVI
1.	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA 50^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE (AIAFD/2024/50/AGO/1)	- L'Assemblée générale a adopté l'ordre du jour de sa 50 ^e réunion ordinaire, tel que présenté.	- La réunion a examiné tous les points de l'ordre du jour.
2.	EXAMEN ET ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 49^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE (AIAFD/2024/50/AGO/2)	- L'Assemblée générale a adopté le compte rendu et les résolutions de sa 49 ^e réunion ordinaire, tels que présentés.	- Le compte rendu et les résolutions de la 49 ^e AGO ont été classés comme documents officiels à des fins de référence.
3.	NOTE D'INFORMATION ET RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (AIAFD/2023/49/AGO/3)	<u>Note d'information</u> - L'Assemblée générale a pris note de la note d'information.	- La note d'information et le suivi des décisions antérieures ont été classés comme documents officiels à des fins de référence.
4.		<u>Rapport de la réunion du Conseil d'administration tenue le 26 mai 2024</u> - L'Assemblée générale a pris note du rapport du Conseil d'administration et a ratifié ses recommandations.	- Le rapport de la réunion du Conseil d'administration a été classé comme document officiel à des fins de référence.
5.	RAPPORTS FINANCIERS (AIAFD/2023/49/AGO/4)	<u>Rapport financier pour le premier trimestre de 2024</u> - L'Assemblée générale a adopté le rapport financier du premier trimestre de 2024, tel que présenté.	- Le Rapport financier du pour le premier trimestre 2024 a été classé comme document officiel à des fins de référence.
		<u>Rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023</u> - L'Assemblée générale a approuvé le rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, tel que présenté.	- Le rapport du commissaire aux comptes de l'AIAFD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 a été classé comme document officiel à des fins de référence.

6.	DÉCISION RELATIVE AU RENOUVÈLEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'AIAFD (AIAFD/2024/50/OGA/5)	- L'Assemblée générale a ratifié le renouvellement du mandat du commissaire aux comptes de l'AIAFD, BDO SA, pour trois ans à partir de 2025.	- BDO SA a été formellement notifié du renouvellement de son mandat, et le contrat d'engagement avec le cabinet a été dûment finalisé.
7.	RAPPORT ANNUEL 2023 (AIAFD/2024/50/AGO/6)	- L'Assemblée générale a ratifié le Rapport annuel 2023 de l'AIAFD et autorisé sa publication.	- Le rapport annuel 2023 a été finalisé et publié.
8.	CÉLÉBRATION DU 50^E ANNIVERSAIRE DE L'AIAFD (AIAFD/2024/50/OGA/7)	- L'Assemblée générale a approuvé la célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD en 2025 lors de l'Assemblée annuelle de l'AIAFD. - Elle a également approuvé l'appel lancé aux membres et aux partenaires pour appuyer le Secrétariat de l'AIAFD en vue d'assurer la réussite de l'événement et de le rendre mémorable.	- Le sous-comité du Conseil chargé de la préparation de la célébration du 50^e anniversaire de l'AIAFD a tenu plusieurs réunions en 2024 afin de planifier et de coordonner les préparatifs ainsi que le programme d'activités liés à cet événement historique. - Les institutions membres et les partenaires ont été officiellement invités à contribuer à la réussite de l'événement, notamment par un soutien financier. - Une demande formelle a été adressée à l'ensemble des membres, sollicitant une contribution obligatoire de 2 000 € par institution pour soutenir le budget de l'événement.
9.	NOUVELLES ADHÉSIONS À L'AIAFD (AIAFD/2024/50/AGO/8)	- L'Assemblée générale a ratifié les nouvelles adhésions à l'AIAFD.	- Les membres nouvellement admis ont reçu leurs certificats de membre.
10.	DATE ET LIEU DE LA 51^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE (AIAFD/2024/50/AGO/9)	- L'Assemblée générale a décidé de tenir sa 51 ^e réunion ordinaire en Côte d'Ivoire, en marge des Assemblées annuelles de la BAD en 2025.	- La 51 ^e Assemblée générale ordinaire a été programmé pour le 26 mai 2025, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pendant l'Assemblée annuelle 2025 de l'AIAFD prévue du 25 au 28 mai 2025.

Annexe 2
Résumé des activités de renforcement des capacités 2024

Annexe 3

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 2024

Nombre d'activités (25) :

Nombre de participants (840) : 552 hommes et 288 femmes

Pays de provenance des participants (47) : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bénin, Botswana, Burundi, Congo, Congo RDC, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Eswatini, Éthiopie, France, Gambie, Ghana, Guinée, Inde, Kenya, Lesotho, Liberia, Malawi, Maroc, Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Philippines, République de Corée, Russie, Rwanda, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Suisse, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, Zimbabwe, États-Unis d'Amérique.

Activités :

1. Visite de cadres en Ouganda

Lieu : UDBL, Ouganda
Date : Du 23 au 24 janvier 2024
Langues : Anglais

Objectifs : Faire des IFD membres les principales forces motrices dans leurs pays pour favoriser un développement économique à haute valeur ajoutée, socialement inclusif, vert et respectueux du climat.

Nombre de participants : 31 (21 hommes et 10 femmes)

Pays de provenance des participants (8) : Angola, Botswana, Zimbabwe, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Kenya, Ouganda

2. Forum consultatif des ressources humaines des IFD africaines 2024 – Du 13 au 14 mars 2024.

« Thème : Les RH au cœur de la lutte contre le changement climatique »

Lieu : Visioconférence
Date : Du 13 au 14 mars 2024.
Langues : Anglais

Objectifs : Discuter et partager leurs points de vue sur le renforcement des compétences professionnelles pour soutenir les programmes de lutte contre le changement climatique.

Nombre de participants : 44(26 hommes et 18 femmes)

Pays de provenance des participants (3) : Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Togo, Éthiopie, Kenya, Soudan du Sud, Tanzanie, Ouganda, Lesotho, Malawi, Zimbabwe, Philippines.

3. Programme de certification professionnelle en financement du développement – Cours d'introduction

Lieu : Visioconférence
Date : Du 4 au 5 avril et du Mars 16 au 19 mars 2024
Langues : Anglais

Objectifs : Le PCP met l'accent sur le développement de compétences pratiques et concrètes dans les opérations de financement du développement. L'enseignement au cours d'introduction est de niveau BASIC et l'approche du cours est technique afin de focaliser l'apprentissage des participants sur l'introduction au monde du financement du développement.

Nombre de participants : 10 (7 hommes et 3 femmes)

Pays de provenance des participants (3) : Burundi, République du Congo, République Démocratique du Congo (RDC).

4. Programme de certification professionnelle en financement du développement – Cours d'introduction

Lieu : Visioconférence

Date : Du 18 au 21 mars et du 26 au 29 mars 2024.

Langues : Anglais

Objectifs : Le PCP met l'accent sur le développement de compétences pratiques et concrètes dans les opérations de financement du développement. L'enseignement au cours d'introduction est de niveau BASIC et l'approche du cours est technique afin de focaliser l'apprentissage des participants sur l'introduction au monde du financement du développement.

Nombre de participants : 38 (23 hommes et 15 femmes)

Pays de provenance des participants (5) : Botswana, Nigéria, Kenya, Ouganda, Suisse

5. Atelier sur la cybersécurité et la protection des données.

Lieu : Visioconférence

Date : Du 17 au 19 avril 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Doter les participants des connaissances et des compétences nécessaires pour naviguer sur ce terrain complexe. Acquérir une compréhension globale de la protection des informations sensibles.

Nombre de participants : 15 (10 hommes et 5 femmes)

Pays de provenance des participants (7) : Angola, Botswana, Namibie, Éthiopie, Maurice, Seychelles, Ouganda

6. Réunions de printemps, USA

Lieu : Washington, DC

Date : Du 15 au 20 avril 2024

Langues : Anglais et Français

Objectifs : Discuter du développement international, se concentrer sur l'état de l'économie mondiale et des marchés financiers, s'engager en faveur de l'action climatique et du développement durable, répondre aux besoins des pays fragiles et à faible revenu, développer des opportunités d'emploi significatives et tirer parti du secteur privé en tant que catalyseur du développement.

Nombre de participants : 28 (20 hommes et 8 femmes)

Pays de provenance des participants (7) : République démocratique du Congo, Tanzanie, Ouganda, Afrique du Sud, Ghana, Nigéria

7. Atelier sur la méthodologie et la mise en œuvre du mécanisme NDPSE (Normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation).

Lieu : Visioconférence
Date : Du 2 au 4 avril 2024
Langues : Anglais et Français

Objectifs : Renforcer les capacités relatives au mécanisme NDPSE et à sa mise en œuvre. Aidera les participants à mener un processus d'autoévaluation efficace de leur institution à l'aide du mécanisme NDPSE. Permettre aux participants de partager l'expérience de leurs institutions à la suite de l'application du mécanisme NDPSE et d'actualiser leur compréhension et / ou interprétation relative à la mise en œuvre de l'outil sous la supervision du consultant pour la révision par les pairs à l'aide du mécanisme NDPSE.

Nombre de participants : 40 (29 hommes et 11 femmes)

Pays de provenance des participants (15) : Angola, Lesotho, Mozambique, Namibie, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigeria, République du Congo, République démocratique du Congo (RDC), Rwanda, Éthiopie, Kenya, Tunisie

8. Assemblée annuelle 2024

Thème : « *Une feuille de route pratique pour l'accès des IFD africaines aux fonds verts* ».

Lieu : Nairobi, Kenya
Date : Du 26 au 28 mai 2024
Langues : Anglais et Français

Objectifs : Fournir aux participants des connaissances actualisées sur les modalités de financement du climat et les partenariats, à évaluer les réalisations de l'Association au cours de l'année écoulée et à concevoir des plans stratégiques pour les IFD africaines afin d'obtenir des financements verts.

Nombre de participants : 204 (133 hommes et 71 femmes)

Pays de provenance des participants (32) : République démocratique du Congo (RDC), Burundi, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zimbabwe, Djibouti, Kenya, Seychelles, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Égypte, Maroc, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Niger, Nigeria, Sierra Leone, France, Inde, République de Corée, Royaume-Uni, États-Unis.

9. Atelier sur les financement et les prêts en faveur de la chaîne valeur agricole

Lieu : Abidjan, Côte d'Ivoire
Date : Du 10 au 14 juin 2024
Langues : Anglais

Objectifs : Comprendre les enjeux contemporains liés au financement des entreprises agricoles et à l'agriculture intelligente. Évaluer les entreprises agricoles tout au long de la chaîne de valeur, de structurer un crédit approprié pour les clients au cas par cas et de réduire les risques liés aux prêts en faveur de l'agriculture. Élaborer un cadre pour améliorer le financement de l'agriculture dans leurs institutions.

Nombre de participants : 7 (4 hommes et 3 femmes)

Pays de provenance des participants (2) : Kenya, Nigéria

10. Atelier sur le suivi et l'évaluation des projets de développement

Lieu : Abidjan, Côte d'Ivoire

Date : Du 10 au 14 juin 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Renforcer les compétences en matière d'outils, d'applications et de méthodologies du suivi et de l'évaluation. Découvrir le cadre du suivi et de l'évaluation pour mesurer l'impact des projets sur le développement et améliorer les compétences pour conseiller et améliorer le cadre du suivi et de l'évaluation pour des projets spécifiques. Perfectionner les compétences en matière d'établissement de rapports et d'évaluation de projets de développement.

Nombre de participants : 5 (4 hommes et 1 femme)

Pays de provenance des participants (3) : Nigéria, Ouganda, Soudan

11. Programme de certification professionnelle en financement du développement – Cours d'introduction organisée pour UDBL

Lieu : UDBL, Ouganda

Date : Du 18 au 21 juin 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Il a pour but de familiariser les participants avec les concepts et opérations de financement du développement.

Nombre de participants : 41 (25 hommes et 16 femmes)

Pays de provenance des participants (1) : Ouganda

12. Atelier sur l'optimisation de la gestion du risque, de l'actif et du passif.

Lieu : Midrand, Afrique du Sud

Date : Du 24 au 28 juin 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Fournir un cadre complet pour la gestion efficace des risques dans les institutions financières. Mieux comprendre les risques et des questions liées aux risques, ont quantifié les menaces et élaborer des mesures d'atténuation des risques. Utiliser des scénarios réels et d'analyses pratiques afin d'approfondir la compréhension.

Aborder comment intégrer la gestion des risques dans les opérations quotidiennes de l'entreprise afin d'améliorer les décisions de réponse aux risques et la manière de gérer les risques interentreprises.

Nombre de participants : 12 (8 hommes et 4 femmes)

Pays de provenance des participants (5) : Angola, Eswatini, Ghana, Nigéria, Kenya

13. Programme de certification professionnelle en financement du développement – niveau intermédiaire pour UDBL

Lieu : UDBL, Ouganda

Date : Du 8 au 12 juillet 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Mieux comprendre les défis, les attentes et les perspectives du financement du développement et améliorer les compétences pour proposer efficacement des services et des solutions de financement du développement innovants, la mobilisation de ressources, une approche moderne de la gestion de projet et des prêts, entre autres.

Nombre de participants : 33 (21 hommes et 12 femmes)

Pays de provenance des participants (1) : Ouganda

**14. Formation sur les facteurs environnementaux, sociaux, et de gouvernance (ESG) :
Évaluation, métriques, et prêts durables**

Lieu : Visioconférence

Date : Du 10 au 12 juillet 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Mieux comprendre les exigences ESG et leur pertinence pour les décisions d'investissement. Apprendre les principales questions ESG et leur importance dans la gestion des risques et les prises de décision d'investissement. Équiper les participants d'outils pertinents pour procéder à l'évaluation et à l'établissement de rapports sur l'ESG.

Nombre de participants : 35 (18 hommes et 17 femmes)

Pays de provenance des participants (6) : Botswana, Namibie, Afrique du Sud, Kenya, Seychelles, Tanzanie

15. Programme de Certification professionnelle en financement de développement – Niveau intermédiaire.

Lieu : Abidjan, Côte d'Ivoire

Date : Du 12 au 16 août 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Mieux comprendre les défis, les attentes et les perspectives du financement du développement et améliorer les compétences pour proposer efficacement des services et des solutions de financement du développement innovants, la mobilisation de ressources, une approche moderne de la gestion de projet et des prêts, entre autres.

Nombre de participants : 8 (5 hommes et 3 femmes)

Pays de provenance des participants (2) : Nigéria, Ouganda

16. Maîtrise de l'investissement en actions et la gestion de portefeuille

Lieu : Visioconférence

Date : Du 19 au 21 août 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Développer les compétences relatives aux processus clés de l'investissement en actions et à comment analyser les investissements et les projets avant injection de capital. Aborder la question des risques encourus, les stratégies de sortie et de diversification.

Nombre de participants : 8 (3 hommes et 5 femmes)

Pays de provenance des participants (2) : Kenya, Seychelles

17. Atelier sur le suivi et l'évaluation des financements des projets de développement

Lieu : Abidjan, Côte d'Ivoire

Date : Du 19 au 23 août 2024

Langues : Français

Objectifs : Renforcer les compétences en matière d'outils, d'applications et de méthodologies de suivi et d'évaluation. Explorer le cadre du suivi et de l'évaluation pour mesurer l'impact des projets sur le développement et améliorer les compétences pour conseiller et améliorer le cadre de suivi et d'évaluation pour des projets spécifiques. Affiner les compétences en matière de rapports et d'évaluation des projets de développement.

Nombre de participants : 16 (12 hommes et 4 femmes)

Pays de provenance des participants (7) : République démocratique du Congo, Burundi, Congo, Bénin, Côte d'Ivoire, Niger, Togo

18. Maîtrise du financement de projets

Lieu : Abidjan, Côte d'Ivoire

Date : Du 2 au 6 septembre 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Fournir une compréhension de haut niveau du financement de projet, des étapes du début à la fin, des risques encourus et des stratégies d'atténuation. Partager les leçons et les meilleures pratiques en utilisant des études de cas et soulignera le rôle des différents partenaires clés dans les transactions de financement de projets.

Nombre de participants : 12 (6 hommes et 6 femmes)

Pays de provenance des participants (3) : Malawi, Afrique du Sud, Nigeria

19. Atelier sur la modélisation et la gestion des risques de crédit.

Lieu : Visioconférence

Date : Du 9 au 12 septembre 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Aborder la question du risque de crédit et des outils d'évaluation et de gestion du risque de crédit. Améliorer les compétences en matière de modélisation du risque de crédit, d'évaluation et de gestion du risque de crédit, d'identification des signes avant-coureurs d'une détérioration du crédit, de détermination de la probabilité de défaillance des emprunteurs potentiels et d'aide à la prise de décisions clés en matière de prêt.

Nombre de participants : 4 (2 hommes et 2 femmes)

Pays de provenance des participants (2) : Égypte, Namibie

20. Atelier de niveau supérieur sur la restauration des entreprises, la restructuration de la dette des entreprises, et la gestion des redressements

Lieu : Abidjan, Côte d'Ivoire

Date : Du 23 au 27 septembre 2024

Langues : Anglais

Objectifs : Aborder les nouvelles dimensions de la gestion de la dette des entreprises et de leur recouvrement. Renforcer les compétences en matière de stratégies de restructuration des MPME en difficulté et de redressement des entreprises. Partager des expériences internationales et institutionnelles.

Nombre de participants : 16 (7 hommes et 9 femmes)

Pays de provenance des participants (3) : Botswana, Côte d'Ivoire, Nigéria

21. Réunion inaugurale du Forum des économistes

Lieu : Visioconférence
Date : 25 septembre 2024
Langues : Anglais et Français

Objectifs : Promouvoir les engagements continentaux en matière d'études économiques et de développement parmi les IFD africaines afin de trouver des solutions pour un développement inclusif. Soutenir l'Association dans ses activités de recherche et d'études économiques et faciliter l'échange entre pairs et les connaissances sur les questions de développement socio-économique et de financement du développement sur le continent.

Nombre de participants : 39 (36 hommes et 3 femmes)

Pays de provenance des participants (16) : Bénin, Côte d'Ivoire, Niger, Nigeria, Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, Égypte, Botswana, Lesotho, Maurice, Namibie, Afrique du Sud, Zimbabwe

22. Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale 2024

Lieu : Washington DC, États-Unis
Date : Du 21 au 26 octobre 2024
Langues : Anglais et Français

Objectifs : Discuter du développement international, se concentrer sur l'état de l'économie mondiale et des marchés financiers, s'engager en faveur de l'action climatique et du développement durable, répondre aux besoins des pays fragiles et à faible revenu, développer des opportunités d'emploi significatives et tirer parti du secteur privé en tant que catalyseur du développement.

Nombre de participants : 28 (18 hommes et 10 femmes)

Pays de provenance des participants (10) : Burundi, République démocratique du Congo (RDC), Kenya, Tanzanie, Ouganda, Afrique du Sud, Bénin, Ghana, Niger, Nigeria

23. Forum des DG des IFD africaines 2024

Lieu : Ébène, Maurice
Date : Du 4 au 6 novembre 2024
Langues : Anglais et Français

Objectifs : Discuter des moyens de soutenir le financement du développement en Afrique, ce qui nécessite d'adopter une perspective tournée vers l'avenir et d'accélérer le processus de réalisation des ODD sur le continent en moins de six ans.

Nombre de participants : 152 (104 hommes et 48 femmes)

Pays de provenance des participants (29) : Algérie, Maroc, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Togo, République démocratique du Congo (RDC), Burundi, Kenya, Tanzanie, Ouganda, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Afrique du Sud, Zimbabwe, Arabie saoudite, France, Inde, Londres (Royaume-Uni), Russie, Émirats arabes unis.

24. Atelier sur la cybersécurité et la protection des données.

Lieu : Visioconférence
Date : Du 18 au 20 novembre 2024
Langues : Anglais

Objectifs : Doter les participants des connaissances et des compétences nécessaires pour naviguer sur ce terrain complexe. Acquérir une compréhension globale de la protection des informations sensibles.

Nombre de participants : 8 (7 hommes et 1 femmes)

Pays de provenance des participants (3) : Ghana, Liberia, Eswatini

25. Programme de Certification professionnelle en financement de développement – Niveau avancé

Lieu : Abidjan, Côte d'Ivoire
Date : Du 25 au 29 novembre 2024
Langues : Anglais

Objectifs : Exposer les participants aux questions stratégiques de la direction et de la gestion des IFD et aux tendances mondiales de l'environnement du financement du développement.

Nombre de participants : 6 (3 hommes et 3 femmes)

Pays de provenance des participants (2) : Nigeria, Lesotho

Résumé des activités de renforcement des capacités mises en œuvre en 2024

S/N	Activité	Langue	Date	Lieu	Hôte	Nombre de participants		Total
						H	F	
1.	Visite de cadres en Ouganda	Anglais	Du 23 au 24 janvier 2024	UDBL, Ouganda	UDBL	21	10	31
2.	Forum consultatif des ressources humaines des IFD africaines 2024	Anglais	Du 13 au 14 mars	Visioconférence	AIAFD	26	18	44
3.	Programme de certification professionnelle en financement du développement – Cours d'introduction	Anglais	Du 04 au 05 avril, du 16 au 19 mars	Visioconférence	AIAFD	7	3	38
4.	Programme de certification professionnelle en financement du développement – Cours d'introduction	Anglais	Du 18 au 21 et du 26 au 28 mars	Visioconférence	AIAFD	23	15	38
5.	Atelier sur la cybersécurité et la protection des données.	Anglais	Du 17 au 19 avril	Visioconférence	AADFI & LEXAR	10	5	15
6.	Réunions de printemps	Anglais et Français	Du 15 au 20 avril	Washington DC, États-Unis	GBM et FMI	20	8	28
7.	Atelier sur la méthodologie et la mise en œuvre du mécanisme NDPSE (Normes, dispositifs prudentiels, et système d'évaluation).	Anglais et Français	Du 2 au 4 avril	Visioconférence	AIAFD	29	11	40
8.	Assemblée annuelle 2024	Anglais et Français	Du 26 au 28 mai	KICC, Kenya	KDC, AFC, KIE	133	71	204
9.	Atelier sur les financement et les prêts en faveur de la chaîne valeur agricole	Anglais	Du 10 au 14 juin	Abidjan, Côte d'Ivoire	AIAFD	4	3	7
10.	Atelier sur le suivi et l'évaluation des projets de développement	Anglais	Du 10 au 14 juin	Abidjan, Côte d'Ivoire	AIAFD	4	1	5
11.	Programme de certification professionnelle en financement du développement – Cours d'introduction organisée pour UDBL	Anglais	Du 18 au 21 juin	UDBL, Ouganda	UDBL	25	16	41
12.	Atelier sur l'optimisation de la gestion du risque, de l'actif et du passif.	Anglais	Du 24 au 28 juin	Vulindlela Academy, Afrique du Sud	DBSA	8	4	12

S/N	Activité	Langue	Date	Lieu	Hôte	Nombre de participants		Total
						H	F	
13.	Programme de certification professionnelle en financement du développement – niveau intermédiaire pour UDBL	Anglais	Du 8 au 12 juillet	UDBL, Ouganda	UDBL	21	12	33
14.	Formation sur les facteurs environnementaux, sociaux, et de gouvernance (ESG) : Évaluation, métriques, et prêts durables	Anglais	Du 10 au 12 juillet	Visioconférence	AIAFD, ADFIAP	18	17	35
15.	Programme de certification professionnelle en financement du développement – Niveau intermédiaire	Anglais	Du 12 au 16 août	Abidjan, Côte d'Ivoire	AIAFD	5	3	8
16.	Maîtrise de l'investissement en actions et la gestion de portefeuille	Anglais	Du 19 au 21 août	Visioconférence	AIAFD	3	5	8
17.	Atelier sur le suivi et l'évaluation des projets de développement	Français	Du 19 au 23 août	Abidjan, Côte d'Ivoire	AIAFD	12	4	16
18.	Maîtrise du financement de projets	Anglais	Du 2 au 6 septembre	Abidjan, Côte d'Ivoire	AIAFD	6	6	12
19.	Atelier sur la modélisation et la gestion des risques de crédit.	Anglais	Du 9 au 12 septembre	Visioconférence	AIAFD	2	2	4
20.	Atelier de niveau supérieur sur la restauration des entreprises, la restructuration de la dette des entreprises, et la gestion des redressements	Anglais	Du 23 au 27 septembre	Abidjan, Côte d'Ivoire	AIAFD	7	9	16
21.	Réunion inaugurale du Forum des économistes	Anglais et Français	Septembre 25	Visioconférence	AIAFD, DBSA	36	3	39
22.	Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale 2024	Anglais et Français	Du 21 au 26 octobre 2024	Washington DC, États-Unis	GBM et FMI	18	10	28
23.	Forum des DG des IFD africaines 2024	Anglais et Français	Du 4 au 6 novembre	Ébène, Maurice	DBM	104	48	152
24.	Atelier sur la cybersécurité et la protection des données.	Anglais	Du 18 au 20 novembre	Visioconférence	AADFI & LEXAR	7	1	8
25.	Programme de Certification professionnelle en financement de développement – Niveau avancé.	Anglais	Du 25 au 29 novembre	Abidjan, Côte d'Ivoire	AIAFD	3	3	6
TOTAL						552	288	840

Annexe 3

Rapport relatif à la 14^e Révision par les pairs conformément aux mécanismes NDPSE de l'AIAFD

Veuillez scanner le code QR pour télécharger le rapport.



Annexe 4

Compte rendu de l'Atelier annuel 2024 de l'AIAFD tenu à Nairobi, au Kenya

Veuillez scanner le code QR pour télécharger le rapport.



Annexe 5

Rapport du Forum des DG des IFD africaines 2024 tenu à Ébene, à Maurice

Veuillez scanner le code QR pour télécharger le rapport.

